



CENTRE D'EXPERTISE ET DE RECHERCHE EN  
INFRASTRUCTURES URBAINES

# RAPPORT DE TOURNÉE 2013

---

Constats et recommandations sur les besoins  
des municipalités en infrastructures

VERSION PUBLIQUE

**Le 20 juin 2013**



# TABLE DES MATIÈRES

---

INTRODUCTION .....	1
<b>1 SOMMAIRE GÉNÉRAL DE LA TOURNÉE .....</b>	<b>2</b>
1.1 DÉROULEMENT .....	2
1.2 PARTICIPATION ET REPRÉSENTATIVITÉ .....	5
1.3 LOGISTIQUE .....	6
<b>2 L’OFFRE DE SERVICE DU CERIU .....</b>	<b>7</b>
2.1 L’OFFRE DE SERVICE ACTUELLE .....	7
2.2 BONIFICATION PROPOSÉE ET NOUVEAUX CHAMPS D’ACTIVITÉ.....	7
2.3 L’OFFRE DE SERVICE FUTURE .....	8
<b>3 CONSTATS ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>9</b>
1 <sup>ER</sup> CONSTAT : BESOIN D’INFORMATION INTÉGRÉE ET CIBLÉE EN MATIÈRE D’INFRASTRUCTURES .....	9
<b>RECOMMANDATION 1 : Développer un Référentiel de gestion de l’espace public – infrastructures et actifs à l’intention de tous les intervenants des municipalités de toutes tailles.....</b>	<b>9</b>
<b>RECOMMANDATION 2 : Développer des formations à l’intention des décideurs et du personnel municipal.....</b>	<b>10</b>
<b>RECOMMANDATION 3 : Informer chacun, selon ses besoins et enjeux.....</b>	<b>11</b>
2 <sup>IÈME</sup> CONSTAT : PERTE DE MÉMOIRE CORPORATIVE CHRONIQUE ET ÉPIDÉMIQUE!.....	11
<b>RECOMMANDATION 4 : Cibler et adapter des outils informatisés de gestion de données .....</b>	<b>11</b>
<b>RECOMMANDATION 5 : Bâtir un programme d’entretien préventif, devenir proactif dans la gestion des milliards de dollars publics .....</b>	<b>11</b>
<b>RECOMMANDATION 6 : Développer des formations sur la cueillette et la consignation des données, selon les clientèles.....</b>	<b>12</b>
3 <sup>IÈME</sup> CONSTAT : BESOIN D’APPUI DANS LA GESTION DES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX.....	12
<b>RECOMMANDATION 7 : Intégrer et concentrer les canaux de communication – CERIU, carrefour d’entraide.....</b>	<b>12</b>
4 <sup>IÈME</sup> CONSTAT : COMBIEN ÇA COÛTE, AU TOTAL, AVEC TOUT PRIS EN COMPTE?.....	12
<b>RECOMMANDATION 8 : Développer un outil d’analyse par simulation financière.....</b>	<b>12</b>
<b>RECOMMANDATION 9 : Adapter un outil de suivi des travaux majeurs.....</b>	<b>12</b>
5 <sup>IÈME</sup> CONSTAT: MANQUE FLAGRANT D’EXPERTISE ET DE RESSOURCES TECHNIQUES .....	13
<b>RECOMMANDATION 10 : Créer des pôles de regroupement de services techniques .....</b>	<b>13</b>
<b>RECOMMANDATION 11 : Accompagner les décideurs dans leur processus décisionnel.....</b>	<b>13</b>
<b>RECOMMANDATION 12 : Développer des formations spécifiques pour les nouveaux élus et les directeurs généraux-greffier .....</b>	<b>14</b>
<b>RECOMMANDATION 13 : Concentrer la pénétration des réseaux de décideurs par le CERIU .....</b>	<b>14</b>
<b>4 PARTICIPATION D’OURANOS ET L’IMPACT DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR NOS INFRASTRUCTURES MUNICIPALES.....</b>	<b>15</b>
4.1 LA PRÉSENTATION D’OURANOS .....	15
4.2 LES FAITS SAILLANTS DES INTERVENTIONS .....	16
4.3 LES CONSTATS.....	17
<b>5 CONCLUSION .....</b>	<b>19</b>

<b>ANNEXES .....</b>	<b>21</b>
ANNEXE 1 – SOMMAIRE DE PARTICIPATION .....	21
ANNEXE 2 – LISTE DES BESOINS .....	22
ANNEXE 3 – LISTE DES RECOMMANDATIONS .....	28
ANNEXE 4 – FAITS SAILLANTS SUR LES SONDAGES.....	32
ANNEXE 5 – RÉSULTATS DU SONDAGE SUR LES BESOINS DES MUNICIPALITÉS .....	36
ANNEXE 6 – RÉSULTATS DU SONDAGE D’APPRÉCIATION DU COLLOQUE.....	37
ANNEXE 7 – RAPPORTS DE COLLOQUES .....	38

## INTRODUCTION

---

Ce rapport fait suite à la tournée régionale que le CERIU a tenue de janvier à mars 2013 dans l'ensemble des régions du Québec. Plus de 300 décideurs et acteurs du milieu municipal ont ainsi participé à l'un des 10 colloques. L'objectif de ces rencontres étant de consulter et échanger sur les besoins et enjeux de gestion des infrastructures municipales, le CERIU a ainsi recueilli une grande et riche quantité d'informations permettant d'établir des constats actualisés sur la réalité que vivent ces intervenants et ainsi actualiser et bonifier son offre de service.

La première section du rapport présente un sommaire du contenu et de la logistique des 10 colloques et inclut les statistiques de participation et de représentativité.

La deuxième section traite de l'offre de service actuelle du CERIU. Les nouvelles orientations, champs d'activités et actions en cours d'implantation au CERIU y sont également abordés.

La troisième section contient l'essence de ce rapport. Elle expose les constats des besoins consensuels exprimés par les participants lors de la tournée et identifie les leviers d'actions pour répondre à ces besoins sous forme de recommandations. Treize recommandations ont été élaborées. Elles visent à offrir aux divers décideurs et gestionnaires municipaux une offre de service accessible, diversifiée et disponible répondant à leurs besoins selon leurs réalités municipales en matière d'infrastructures. Les recommandations ont été développées selon la mission du CERIU et en fonction des critères suivants : la pertinence, la valeur ajoutée par rapport à l'offre actuelle du marché et la capacité actuelle fonctionnelle du CERIU.

La quatrième section porte sur la participation d'Ouranos et sa présentation d'un atelier intitulé « L'impact des changements climatiques sur nos infrastructures municipales ». Les principales interventions et enjeux soulevés par les participants et les faits saillants des réponses de la portion des sondages de besoins et de satisfaction ayant trait à cet atelier sont présentés.

La conclusion du rapport porte un regard vers l'avenir et propose des pistes d'action et des leviers stratégiques concrets pour améliorer le soutien aux municipalités dans l'exercice de leur rôle de propriétaires des infrastructures municipales.

# 1 SOMMAIRE GÉNÉRAL DE LA TOURNÉE

---

En partenariat avec le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et le consortium Ouranos, le CERIU a organisé une tournée régionale couvrant les 17 régions administratives du Québec afin de recueillir les besoins qui leur sont propres, faire connaître son offre de service, donner un aperçu des enjeux actuels des infrastructures ainsi que favoriser le réseautage. Afin de maximiser la participation et la représentativité des divers intervenants municipaux, dix rencontres ont été tenues entre le 29 janvier et le 26 mars 2013 à chaque fois dans une ville facile d'accès et centrale aux régions desservies. Les participants avaient le loisir d'assister à l'une ou l'autre des rencontres. Voici le calendrier des rencontres.

**Tableau 1 – Calendrier de tournée**

Régions administratives	Date de rencontre	Ville d'accueil
Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches	29 janvier	Québec
Mauricie, Centre-du-Québec	12 février	Trois-Rivières
Montérégie, Montréal	19 février	Brossard
Laurentides, Lanaudière, Laval	21 février	Saint-Jérôme
Estrie	26 février	Sherbrooke
Outaouais	28 février	Gatineau
Bas-St-Laurent, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	18 mars	Rimouski
Côte-Nord	20 mars	Baie-Comeau
Saguenay-Lac-St-Jean, Nord-du-Québec	21 mars	Saguenay
Abitibi-Témiscaminque	26 mars	Rouyn-Noranda

## 1.1 Déroulement

Les rencontres, prenant la forme de colloques, se sont déroulées selon un ordre du jour constant. Monsieur Hervé Rivet, directeur général du CERIU, débutait par un mot de bienvenue et présentait l'horaire, la logistique de la journée et les différents conférenciers.

Globalement la journée était répartie en trois volets :

- a) Présentation des activités du CERIU;
  - b) Présentation d'Ouranos sur les impacts des changements climatiques;
  - c) Activités de réseautage.
- a) Présentation des activités du CERIU
- Le CERIU et des enjeux généraux pour les infrastructures municipales ont été présentés par le biais de quatre blocs thématiques qui s'illustraient comme suit :

### ❖ **Infrastructures municipales : maillon fort de la collectivité**

Pour offrir une eau de qualité, des rues sans nid-de-poule, des bâtiments municipaux qui sont à la fois sécuritaires et modernes, l'entretien et la mise aux normes constantes des infrastructures municipales doit être une priorité de tous les instants, car c'est le maillon fort de la collectivité.

Les intervenants municipaux – employés, gestionnaires et élus – doivent répondre non seulement à une population aux attentes élevées, mais aussi à des exigences gouvernementales en constante évolution. Pour répondre à ces défis, le CERIU crée des groupes de travail qui permettent la réalisation d'ouvrages, de devis et de fascicules qui accompagnent efficacement le gestionnaire municipal dans ses tâches quotidiennes. La révision actuelle du *Guide d'élaboration d'un plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et des chaussées*, en collaboration avec le MAMROT, est un exemple concret de collaboration et de partage des connaissances dans le but de favoriser la diffusion des meilleures pratiques et d'outils pour aider les intervenants municipaux.

Avec cette présentation, le CERIU a fait connaître les moyens qui s'offrent aux participants pour accroître leurs performances dans leur rôle de gestionnaire municipal et ainsi être mieux préparés face à ces grands défis que représentent la gestion, le financement, l'entretien et le renouvellement des infrastructures municipales.

### ❖ **Présentation de la nouvelle vitrine électronique**

Dès l'été 2013, le CERIU disposera d'une nouvelle vitrine électronique et interactive à la fine pointe des technologies de communication, sous la forme d'une plateforme Web, qui offrira à ses partenaires, ses membres, aux intervenants dans le domaine des infrastructures et aux municipalités une multitude de services et produits.

Lors de sa tournée, le CERIU a présenté les maquettes du nouveau site, les principales fonctionnalités, ainsi que les produits et services dont tous les usagers pourront bénéficier. Cette période a été l'occasion pour le CERIU de consulter les participants sur leur point de vue et leurs besoins en vue de s'assurer que la nouvelle plateforme soit un guichet unique de connaissances, de transfert de savoir-faire et un lieu d'échanges fructueux sur les meilleures pratiques.

### ❖ **La parole est à vous : consultation sur les besoins et défis des municipalités**

Cette séance d'échanges visait à alimenter tant les participants que le CERIU en vue de répondre toujours mieux aux souhaits des municipalités et de leurs partenaires face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain. Pour initier la discussion, certaines questions ont été posées aux participants dont les suivantes :

- Quels sont les besoins et les défis auxquels font face les différentes municipalités de partout au Québec?
- Le CERIU et ses partenaires sont-ils outillés adéquatement afin de soutenir les municipalités dès aujourd'hui?
- Quels nouveaux produits et services doivent-ils développer dans le but de mieux répondre aux besoins des municipalités?

#### ❖ **Les projets du CERIU : des exemples de succès**

Le CERIU développe et mène de nombreux projets qui offrent des outils concrets et efficaces aux acteurs du monde municipal. Cette séance avait pour objectif la présentation de trois de ces projets :

- L'adaptation au contexte québécois des protocoles d'inspection télévisée de NASSCO pour les conduites principales et pour les regards d'égouts, ayant permis de développer des séances de formations qui permettent d'obtenir une certification dûment reconnue;
- L'achèvement prochain de la révision du *Guide d'élaboration d'un plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et des chaussées* permettant aux municipalités d'accéder à un outil élaboré pour préparer leur plan d'interventions sur leurs infrastructures; et
- La production du *Guide sur l'acquisition de données des réseaux d'eau potable et d'égouts des petites municipalités* accompagné d'un fichier électronique rendant possible la mise à jour des données, façon de faire adaptée aux organisations de 3000 habitants et moins.

Ces présentations ainsi que les séances de questions et de commentaires ont été animées par monsieur Éric Lalonde, ingénieur, membre actif du CERIU, notamment dans les comités du conseil permanent Gestion des infrastructures. M. Lalonde est également co-auteur de plusieurs publications du CERIU et président-fondateur de Maxxum Gestion d'actifs. Ses quinze ans d'expérience dans le développement, l'implantation et l'utilisation de systèmes de gestion du maintien d'actifs et d'aide à la décision (SIAD) lui ont permis de présenter de façon dynamique et pertinente aux participants les divers sujets abordés et de les accompagner d'exemples concrets. De plus, la formule d'animation a suscité la participation active dans la salle. Ces éléments ont été captés et constituent un contenu riche en information.

#### b) Présentation d'Ouranos sur les impacts des changements climatiques

Cette section a été présentée par des représentants du consortium Ouranos, soit madame Caroline Larrivée en tant que conférencière principale. Cette dernière fait partie du groupe « Impacts et Adaptation » d'Ouranos et participe activement aux projets de recherche liés aux impacts des changements climatiques sur les infrastructures et l'environnement bâti. Agissant comme interface avec le MAMROT

pour le développement d'outils en soutien au monde municipal sur ces problématiques, Mme Larrivée a su vulgariser l'enjeu des changements climatiques aux participants et susciter leur intérêt.

Pour certaines des rencontres, messieurs Guy Félio, Infrastructure Strategies&Research Inc., et Alain Bourque, Ouranos, sont venus l'assister.

Cette séance a permis d'exposer les principaux changements climatiques et leurs impacts ainsi que les rôles que la municipalité et les ingénieurs peuvent jouer pour limiter l'ampleur des conséquences négatives.

Le chapitre 4 du rapport sur la « Participation d'Ouranos et l'impact des changements climatiques sur nos infrastructures municipales » renferme tous les détails pertinents au sujet des présentations données pour ce volet du colloque en plus de relever les principaux commentaires des participants.

#### c) Activités de réseautage

Les pauses-café, le lunch et le cocktail en fin de journée ont été des occasions pour les participants d'échanger de façon informelle entre eux et avec l'équipe de tournée du CERIU.

## **1.2 Participation et représentativité**

La tournée a été un vif succès, et ce, à plusieurs niveaux. En effet, plus de 300 personnes y ont participé. La rencontre tenue à Brossard a connu le plus grand nombre de participants avec plus de 50 personnes.

Par ailleurs, on dénote qu'une très grande proportion de participants, 77%, sont issus du secteur municipal. Le secteur privé et les autres secteurs (gouvernemental et institutionnel) représentent respectivement 17 % et 6 %.

Ce sont plus de 130 municipalités de toutes tailles qui ont délégué un ou plusieurs représentants pour assister aux rencontres de la tournée.

De plus, les petites municipalités ont été beaucoup plus représentées si l'on compare leur taux de participation avec les événements antérieurs organisés par la CERIU. Leur représentativité était même supérieure à celles des villes de plus grande taille. Ce sont 89 municipalités de moins de 6000 habitants qui ont été dénombrées, avec une forte concentration dans les rencontres des régions suivantes :

- Mauricie & Centre-du-Québec;
- Estrie;
- Abitibi-Témiscaminque.

Les fonctions exercées par les participants œuvrant au sein des municipalités étaient pour leur part très diversifiées, mais se composaient principalement d'élus, de directeurs

généraux et de membres de la direction technique, et ce, en proportion équivalente. La rencontre des régions du Bas-St-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a regroupé le plus grand nombre d'élus soit 14 inscrits. Dans la région de l'Estrie, une grande concentration de directeurs généraux avec 10 inscrits a été recensée.

La rencontre des régions administratives de la Montérégie et de Montréal, qui se distinguent par des milieux fortement urbanisés, a suscité la participation de nombreux fonctionnaires occupant des fonctions corporatives spécialisées. On y a dénombré plusieurs conseillers (politiques et en planification) et des spécialistes (en aménagement et en environnement).

Les rencontres tenues dans les plus grands centres, soit Montérégie et Montréal ainsi que Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches ont suscité la plus grande participation du secteur privé.

L'ensemble des statistiques de participation et de représentativité est présenté en annexe.

### **1.3 Logistique**

Afin de bien capter les nombreux commentaires, préoccupations et autres, et ce durant les ateliers et activités de réseautage, sous la gouverne de Hervé Rivet, une équipe de tournée était responsable et s'est partagé la prise de notes, les suivis rédactionnels et le soutien technique. L'équipe était composée de :

- Martin Cormier, ingénieur et coordonnateur de projets au CERIU
- Danielle Lanoue, ingénieure & M.A.P. et de la Commission des services électriques de Montréal et employée de la Ville de Montréal
- Jean-Nicolas Ligondé, conseiller aux partenariats, à l'organisation et à la diffusion au CERIU
- Karima Mellah, adjointe à la direction et responsable de la formation au CERIU
- Hervé Rivet, directeur général au CERIU
- Michel Toutant, Ville de Laval

## 2 L'OFFRE DE SERVICE DU CERIU

---

### 2.1 L'offre de service actuelle

La tournée régionale du CERIU a permis à l'organisation de présenter les services qu'elle offre aux divers intervenants du milieu des infrastructures municipales. Afin de réaliser sa mission d'être le réseau d'expertise et de référence pour la pérennité des infrastructures municipales, le CERIU met en œuvre toute action favorisant la valorisation et le transfert technologique en matière de gestion, d'entretien et de renouvellement durable des infrastructures urbaines.

Pour se faire, tel que cela l'a été présenté aux participants de la tournée, le CERIU organise de multiples **événements** tels que des colloques spécialisés et son congrès annuel INFRA durant lequel de nombreuses conférences liées au domaine des infrastructures municipales sont présentées. Tout comme pour ses événements, ses **formations** permettent également de renforcer l'expertise de ceux qui s'y inscrivent en actualisant leurs connaissances et en leur offrant des occasions de partage et de réseautage. Les comités de travail et la réalisation de **projets** constituent également une grande part de l'organisation. Que ce soit pour l'adaptation des protocoles d'inspection télévisée ou la révision du *Guide d'élaboration d'un plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et des chaussées*, le CERIU a su contribuer à l'instauration de bonnes pratiques dans le milieu des infrastructures municipales. Sa grande collection de **publications** qui comprend à la fois des guides, des devis et des fiches techniques lui permet d'être une source d'information incontournable.

### 2.2 Bonification proposée et nouveaux champs d'activité

Les commentaires recueillis lors des périodes de questions et de consultation ont permis de confirmer la grande nécessité de services spécialisés en infrastructures pour les municipalités des diverses régions du Québec. Certains d'entre eux sont déjà offerts par le CERIU, mais ne le sont que partiellement ce qui ne permet pas actuellement de répondre directement aux besoins évoqués. En ce sens, l'offre de service du CERIU pourrait se développer sous les quatre volets suivants :

- **Formation**

*Développer un éventail de formations spécialisées, entre autres en gestion des infrastructures et en techniques d'entretien tant pour les ingénieurs municipaux que pour les élus et les directeurs généraux.*

- **Service d'aiguillage et d'assistance**

*Fournir des conseils généraux et orienter les demandeurs vers les bonnes ressources afin de les aider à réaliser leurs projets ou à compléter adéquatement leurs interventions sur leurs infrastructures.*

- **Pilote de convergence et catalyseur**

*Développer de nouvelles approches et de nouvelles solutions, notamment par l'élaboration de projets pilotes et de bancs d'essai menant à la production de documents de référence.*

- **Banque informationnelle**

*Entretenir une bibliothèque riche en information et assurer une veille technologique en informant les intervenants en infrastructures des dernières actualités dans le domaine tout en développant des activités permettant le partage de connaissances et le réseautage.*

### **2.3 L'offre de service future**

À la lumière de cette formulation de l'offre de service telle qu'exprimée par les participants de la tournée, on réalise que le CERIU n'est pas équipé pour y répondre entièrement avec les ressources actuellement à sa disposition. Le développement de son nouveau site Web lui fournit toutefois une base à partir de laquelle certains services pourraient se construire. Par exemple, la plateforme Web, avec sa bibliothèque de documents, prévoit déjà combler la plupart des différents besoins d'information et d'assistance sur les sujets spécifiques mentionnés par les participants. Toutefois, le CERIU et ses groupes de travail devront réfléchir à la conception de nouveaux guides et outils traitant directement des thèmes communément moins développés pour l'organisation tels que la gestion des actifs et les techniques d'entretien. De nouvelles formations sur ces sujets devront également être développées afin de répondre adéquatement à la demande grandissante pour ces services.

Le grand travail de réflexion du CERIU sur la définition de son offre de service n'a pu être que stimulé par les avis et les commentaires recueillis lors de cette consultation sur les besoins du milieu rendue possible grâce à la tournée des régions du Québec. En fonction des constats et des recommandations découlant de cet exercice, le CERIU modulera son offre de service afin de répondre convenablement aux besoins actuels dans le domaine des infrastructures municipales. Un *Plan de développement* pourra alors être produit pour orienter les actions à entreprendre ainsi que réaligner son partenariat avec le MAMROT. D'ailleurs, le CERIU entend présenter les conclusions du présent rapport lors d'un *Forum de consultation et d'orientation* auprès des décideurs du milieu qui se tiendrait au cours de l'automne prochain. Ce forum servira également de tremplin au Comité d'orientation du CERIU, organe découlant du groupe de travail sur la réforme des conseils permanents, dans la réalisation de son mandat.

### 3 CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

---

Les commentaires des participants de la tournée régionale ont été recueilli tant à travers les périodes de questions et de consultation que les discussions informelles et leurs réponses à deux questionnaires qui leur étaient soumis en vue de connaître leurs besoins et leur appréciation du colloque. Les constats qui suivent ont directement été formulés à partir de cette rétroaction. Les recommandations qui en découlent constituent des actions à envisager, non limitées à l'offre actuelle du CERIU, afin d'y répondre.

#### **1<sup>ER</sup> CONSTAT : Besoin d'information intégrée et ciblée en matière d'infrastructures**

De façon soutenue, en matière de gestion des infrastructures, les élus et gestionnaires municipaux ont exprimé le besoin d'améliorer et d'élargir leur compréhension et leurs connaissances, de développer un langage commun et de bénéficier des expériences d'autrui (succès et écueils), et ce, tant aux niveaux technique, opérationnel, de la planification, du développement urbain, du financement, de l'établissement des coûts de revient, de critères décisionnels, de la notion d'espace public ainsi que des liens avec les programmes gouvernementaux. En ce qui a trait à l'information écrite, il est souhaité qu'elle soit accessible, claire, pertinente, adaptée aux divers intervenants et référencée par rapport au contexte et aux divers lecteurs.

*TROIS RECOMMANDATIONS...*

RECOMMANDATION 1 : Développer un *Référentiel de gestion de l'espace public – infrastructures et actifs* à l'intention de tous les intervenants des municipalités de toutes tailles

*Le quoi?, quand?, combien?, pourquoi?, pour qui?, et si? et si non? des infrastructures*

Développer un Référentiel intégrateur de l'ensemble des enjeux, des fonctions et des interrelations liés aux infrastructures du domaine public pour assurer une gestion efficiente des infrastructures et des moyens de contrôle des résultats. Ce Référentiel inclurait notamment un volet décisionnel et un volet technique, dans un format de présentation facilitant le repérage visuel par intérêt, selon les divers lecteurs, et permettant à tous de comprendre leur rôles ainsi que ceux des autres intervenants au sein de leur municipalité et en périphérie (système et géographie). Sans s'y limiter, les sujets suivants seraient documentés et liés :

- ✓ Plan d'intervention, planification budgétaire, impact foncier;
- ✓ Aspects financiers : coûts/bénéfices des investissements, impacts sur budgets d'opération, prix de revient, retour sur investissement, stratégies à valeurs financières maximisées;

- ✓ Critères et impacts à prendre en considération dans les choix d'entretien et de remplacement;
- ✓ Gestion financière et coûts de revient;
- ✓ Gestion de la performance;
- ✓ Balisage;
- ✓ Constitution d'un historique de coûts;
- ✓ Liens et impacts entre les réseaux (détérioration de la chaussée lorsque fuite latente ou non-étanchéité d'une conduite d'égout, ou d'une cheminée de puits d'accès);
- ✓ Intégration des chaussées dans le processus décisionnel;
- ✓ Facteurs à tenir en compte pour définir les besoins de remplacement ou de renouvellement (développement de nouveaux secteurs domiciliaire, capacité hydraulique, protection incendie, bouclage, etc.)
- ✓ Lien avec les initiatives des différents guides, etc.;
- ✓ Impacts sur l'économie d'énergie, d'eau potable, etc.
- ✓ Prise en compte des besoins des citoyens et gestion de l'espace public;
- ✓ Optimisation et pratiques d'entretien (préventif et correctif);
- ✓ Stratégies règlementaires municipales; économie d'énergie et d'eau, réseaux croisés, performance de réseau;
- ✓ Obligations règlementaires provinciales avec fiche de contrôle;
- ✓ Liens avec l'actualité gouvernementale;
- ✓ Pont avec les bâtiments municipaux;
- ✓ Etc.

**RECOMMANDATION 2 : Développer des formations à l'intention des décideurs et du personnel municipal**

L'objectif étant de donner un portrait général des enjeux et des ressources disponibles afin d'améliorer la compréhension de son propre rôle et de celui des autres intervenants de sa municipalité et des systèmes périphériques. Certaines formations pourraient être préenregistrées ou par webinaire.

- Formation pour les nouveaux élus et formation plus détaillée sur les principaux aspects (enjeux techniques, financiers et règlementaires) de la gestion globale des actifs à l'intention des décideurs (élus, directeurs généraux);
- Formation sur l'entretien des infrastructures et les stratégies d'intégration au plan d'intervention à l'intention des gestionnaires;
- Formation en surveillance de chantier.

### RECOMMANDATION 3 : Informer chacun, selon ses besoins et enjeux

Publier et diffuser, via le web, les informations relatives à l'ensemble des aspects des infrastructures municipales (technique, règlementaire, légal, de gestion, de projet d'expérimentation et de recherche) ainsi que le bilan des faits saillants des activités et des forums du CERIU, les calendriers des événements, les offres de formation, les références et les faits saillants des grands colloques internationaux.

Monter et animer des forums de discussion électronique; établir des liens entre besoins d'expertise et de formation et les ressources du milieu; maintenir une foire aux questions (FAQ).

## **2<sup>IÈME</sup> CONSTAT : Perte de mémoire corporative *chronique et épidémique!***

Les municipalités, tant les décideurs que les gestionnaires, témoignent de la perte de mémoire corporative et du manque de ressources requises pour la gestion des données de localisation et d'état. Elles souhaitent avoir des outils efficaces pour la collecte, la gestion et la conservation des données de localisation, d'état et d'intervention d'entretien des réseaux afin d'optimiser la planification d'intervention de renouvellement des infrastructures et les investissements requis.

### *TROIS RECOMMANDATIONS...*

#### RECOMMANDATION 4 : Cibler et adapter des outils informatisés de gestion de données

Piloter l'adaptation et la diffusion de modules permettant la gestion des données (*l'Info RTU*) en vue d'en promouvoir l'usage à l'ensemble des municipalités et de l'adapter à leur capacité d'intégration.

Dans un deuxième temps, adapter des outils et interfaces informatisées de collecte et de transmission de données sur les interventions d'entretien et de renouvellement.

#### RECOMMANDATION 5 : Bâtir un programme d'entretien préventif, *devenir proactif dans la gestion des milliards de dollars publics*

Établir et documenter un programme d'entretien préventif (PEP) des réseaux souterrains et de chaussées, identifier les besoins et critères permettant l'intégration des fonctionnalités d'optimisation et de suivi des coûts et des ressources.

Évaluer les outils et logiciels disponibles sur le marché et réaliser un projet d'implantation.

Intégrer la gestion des coûts et la valeur des actifs.

RECOMMANDATION 6 : Développer des formations sur la cueillette et la consignation des données, selon les clientèles

*Le « bâtis ton dossier et garde tes factures, c'est crucial! »*

Élaborer une formation destinée aux employés de terrain sur l'importance de leur rôle dans l'établissement de l'état des réseaux en lien avec la mise à jour du plan d'intervention et en fournissant des méthodologies simples et concrètes; y inclure un volet bureaucratique sur la compilation, par formations préenregistrées.

**3<sup>IÈME</sup> CONSTAT : Besoin d'appui dans la gestion des programmes gouvernementaux**

Les gestionnaires ont de la difficulté à intégrer les nombreuses dimensions des divers programmes de subvention et y répondre adéquatement.

*UNE RECOMMANDATION...*

RECOMMANDATION 7 : Intégrer et concentrer les canaux de communication – CERIU, carrefour d'entraide

Développer un service d'aiguillage et d'assistance auprès des municipalités pour les aider à documenter leurs demandes et favoriser l'optimisation des ressources. Gérer l'interface avec les différents gestionnaires, exigences et programmes provinciaux.

**4<sup>IÈME</sup> CONSTAT : Combien ça coute, au total, avec tout pris en compte?**

Les élus veulent connaître les coûts totaux et les impacts financiers dans le temps de leurs décisions et apprendre des expériences vécues pour mieux gérer les risques et optimiser leur prise de décision.

*DEUX RECOMMANDATIONS...*

RECOMMANDATION 8 : Développer un outil d'analyse par simulation financière

Développer un outil de gestion financière permettant pour le cycle total de vie anticipée des infrastructures l'analyse de divers scénarios de dépenses (investissement et entretien).

RECOMMANDATION 9 : Adapter un outil de suivi des travaux majeurs

Réaliser un projet d'expérimentation d'outils de suivi de contrat de réalisation de travaux afin d'établir la concordance entre les estimations de coûts de travaux et la finalité sur le terrain; quantités, cadences et coûts de travaux, donnant ainsi des données de gestion et de prise de décision.

## ***PARTICULARITÉS POUR LES MUNICIPALITÉS DE MOINS DE 6000 HABITANTS***

### **5<sup>IÈME</sup> CONSTAT: Manque flagrant d'expertise et de ressources techniques**

Compte tenu de leur éloignement et de la quasi-absence de ressources techniques, les petites municipalités expriment un besoin d'appui soutenu dans la gestion des infrastructures, notamment pour déterminer leurs besoins techniques, puis évaluer l'adéquation des recommandations des consultants et des fournisseurs et établir des critères décisionnels pertinents lors de la mise à niveau d'équipements tels que les usines et stations de pompage (production et épuration), les systèmes d'éclairage et les réseaux d'aqueduc et d'égouts. Les élus ont aussi émis le besoin d'avoir une formation, pour eux-mêmes et leurs employés, sur ces principaux enjeux techniques et d'avoir accès à de l'information vulgarisée sur les résultats d'études de cas avec des bases comparatives et un suivi dans le temps.

Ces municipalités se disent également préoccupées par la rareté de l'offre de service des firmes de génie-conseil et des entrepreneurs en réalisation de travaux en région et de leur indépendance en regard des obligations légales en matière de contrats publics et des impacts sur le coût des études et des travaux.

À travers les commentaires des élus reçus dans les ateliers et dans les discussions informelles durant les activités de réseautage, le CERIU constate que plusieurs élus prennent des décisions techniques sur les infrastructures ignorant que celles-ci ont des impacts techniques et financiers majeurs.

#### *QUATRE RECOMMANDATIONS...*

##### RECOMMANDATION 10 : Créer des pôles de regroupement de services techniques

Le CERIU recommande que les municipalités se regroupent géographiquement, idéalement sous la gouverne des MRC, s'entendent sur des modalités de partage des coûts et services et embauchent un ingénieur employé. Celui-ci aura, pour le regroupement, les rôles de représenter les propriétaires des infrastructures, tel un gardien des actifs, et de fournir un éclairage technique aux décideurs dans la gestion de leurs infrastructures.

##### RECOMMANDATION 11 : Accompagner les décideurs dans leur processus décisionnel

Offrir un service d'aiguillage et d'accompagnement auprès des petites municipalités dans les principales démarches de gestion, en validation stratégique, offrir des réponses et des références, accompagner dans le cheminement de la mise en œuvre de plan d'action et ce, sans toutefois se substituer aux services externes de génie-conseil.

RECOMMANDATION 12 : Développer des formations spécifiques pour les nouveaux élus et les directeurs généraux-greffier

Élaborer une formation sur les rôles et responsabilités ainsi que les impacts des décisions à l'intention des nouveaux élus et gestionnaires municipaux.

RECOMMANDATION 13 : Concentrer la pénétration des réseaux de décideurs par le CERIU

Assurer une présence active dans les rendez-vous annuels des décideurs municipaux des petites municipalités tels que l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ), l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ), la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et l'Union des municipalités (UMQ) afin de faire connaître les outils et services offerts par le CERIU d'une part et, d'autre part, d'alimenter le réseautage et les échanges sur les enjeux municipaux actuels en matière d'infrastructures.

## 4 PARTICIPATION D'OURANOS ET L'IMPACT DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR NOS INFRASTRUCTURES MUNICIPALES

---

### 4.1 La présentation d'Ouranos

En tant que l'un des principaux partenaires de la tournée québécoise du CERIU, le consortium Ouranos a profité de la plateforme offerte par les colloques en région afin de sensibiliser et rappeler aux participants l'importance de l'impact des changements climatiques sur nos infrastructures municipales.

Cette participation s'aligne directement avec la mission de l'organisme qui est de faire « l'acquisition et le développement de connaissances sur les changements climatiques et leurs impacts ainsi que sur les vulnérabilités socioéconomiques et environnementales, de façon à informer les décideurs sur l'évolution du climat et à les conseiller pour identifier, évaluer, promouvoir et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation locales et régionales. » Sa vision est de faire d'Ouranos un chef de file national et international en matière de recherche scientifique multidisciplinaire sur la climatologie régionale et, avec ses partenaires, un leader pour l'évaluation des impacts et des vulnérabilités ainsi que pour le développement de stratégies et d'outils d'aide à la décision pour l'adaptation aux changements climatiques dans une optique de développement durable.

Lors des différents colloques de la tournée, pour la très grande majorité des participants, Ouranos a su très bien démontrer comment les changements climatiques ont une incidence importante sur les infrastructures municipales et, par ricochet, comment ceux-ci portent atteinte à leur pérennité. En effet, ils exposent le milieu bâti existant (qui comprend les bâtiments, les infrastructures, les équipements et réseaux de transport, d'énergie et de télécommunications, etc.) à des conditions pour lesquelles il n'a pas été conçu tout en réduisant sa durée de vie ou provoquant des bris et des défaillances pouvant compromettre la sécurité des usagers.

La présentation a soulignée avec vigueur comment les événements extrêmes de la dernière décennie, qui sont appelés à devenir plus fréquents et plus intenses avec les changements climatiques, montrent à quel point nos infrastructures peuvent être vulnérables à ces conditions. Ce contexte requiert une meilleure gestion des risques en vue d'accroître la résilience des infrastructures municipales face à des conditions climatiques en évolution.<sup>1</sup>

Cette séance a également su exposer les rôles que la municipalité et les ingénieurs peuvent jouer pour limiter l'ampleur des conséquences négatives. De plus, la présentation de guides, de méthodes d'analyses de vulnérabilité aux changements climatiques, de fiches

---

<sup>1</sup> Des études de cas illustrant comment l'application du protocole d'analyse de la vulnérabilité (du *Comité sur la vulnérabilité de l'ingénierie des infrastructures publiques*) contribuent à prioriser les enjeux et les interventions requises et éventuellement à rendre l'environnement bâti moins vulnérable aux aléas climatiques existants et futurs.

d'information climatique pour ingénieurs, etc.,<sup>2</sup> a permis aux participants d'échanger avec les experts d'Ouranos sur :

- Les solutions ou stratégies d'adaptation possibles dans leur municipalité ainsi qu'avec leurs voisins régionaux;
- Les barrières ou contraintes qui empêchent la mise en œuvre plus aisée de ces solutions; et
- Les besoins des municipalités et des ingénieurs dans leur démarche d'adaptation aux changements climatiques.

La contribution d'Ouranos dans cette tournée a été rendue possible grâce au Fonds vert dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec et en collaboration avec Ressources naturelles Canada.

## **4.2 Les faits saillants des interventions**

Plusieurs commentaires ont été recueillis par rapport au sujet de l'adaptation aux changements climatiques.

- La très vaste majorité des participants sont sensibles aux impacts des changements climatiques sur nos infrastructures municipales, mais considèrent néanmoins qu'il faudrait faire beaucoup plus de sensibilisation, de manière différenciée en fonction des divers intervenants (élus, gestionnaires, professionnels, opérateurs, fournisseurs, citoyens, etc.);
- Par leur participation et interventions, les élus municipaux semblent généralement plus sensibles à cet enjeu que les gestionnaires, notamment dans les régions qui subissent déjà des problèmes susceptibles de s'aggraver avec les changements climatiques (érosion des côtes, zones inondables, etc.);
- L'enjeu est vaste et complexe, et plusieurs des intervenants ont souligné une volonté de recevoir plus d'information et de formation à ce sujet;
- Parmi les préoccupations les plus souvent mentionnées concernant les changements climatiques pour le milieu bâti, on note :
  - La gestion des eaux pluviales;
  - L'augmentation de la fréquence ou de l'intensité des risques naturels (inondations, érosion des côtes et des berges, glissements de terrain);

---

<sup>2</sup> Des exemples furent donnés sur les outils disponibles pour aider les professionnels du milieu bâti à mieux tenir compte des risques climatiques et analyser les vulnérabilités de nos infrastructures municipales.

- Un meilleur suivi et caractérisation des eaux souterraines de manière à mieux saisir les effets des changements climatiques sur la recharge en eau dans le sol dans les municipalités qui en dépendent pour leur approvisionnement en eau;
- Plus d'information concernant les scénarios de changements climatiques pour le régime des vents et tempêtes (intensité, fréquence de vents forts, trajectoires, etc.)
- Certains représentants souhaitaient obtenir plus d'information technique sur les « infrastructures vertes » comme mesure pour gérer les risques climatiques et leur rôle et efficacité dans le milieu urbain. Certains voulaient plus d'information technique sur les diverses façons de contrôler l'eau de pluie à la source et même les éléments à considérer pour utiliser cette eau pour différents usages;
- Des participants suggéraient de modifier des outils existants avec lesquels les ingénieurs sont familiers pour aider à prendre en compte les changements climatiques (comme les courbes IDF) mais se questionnaient sur qui devait faire ce travail et diffuser cette information de manière officielle;
- Les représentants municipaux font des liens entre l'adaptation aux changements climatiques, la gestion des risques (de manière plus globale) pour les infrastructures, le développement durable et les actions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il y a un potentiel pour développer des approches et des solutions communes pour ces différents enjeux;
- Il y a un besoin de réfléchir à la gestion des risques pour les infrastructures de manière globale et d'explorer davantage la tolérance au risque en fonction de l'infrastructure analysée;
- Les participants ont manifesté le souhait d'avoir un plus grand accès à des ressources et à de l'expertise pour soutenir leurs propres initiatives sur ces sujets, en particulier pour les appuyer et les aider à respecter la réglementation applicable (par exemple en matière de développement durable, de gestion des eaux pluviales et d'économie d'eau potable). Plusieurs participants sont inquiets de ne pas avoir la capacité requise (expertise et ressources financières) pour la cadence de l'état québécois dans la mise en œuvre de présentes et futures réglementations en lien avec les changements climatiques et le développement durable.

### **4.3 Les constats**

Les sondages distribués aux participants lors des colloques ont permis d'obtenir des renseignements complémentaires sur leur appréciation du sujet traité.

- Dans le sondage sur les besoins, la gestion des eaux pluviales est un thème récurrent. Par exemple, certains aimeraient adapter leur capacité d'agir en matière

de gestion des eaux pluviales (qualitatif et quantitatif) ainsi que d'avoir accès à des études de cas sur des bassins de rétention pour contenir les débits;

- 81,2% des participants croient que « l'efficacité énergétique » est une préoccupation actuelle et future très importante. Certains aimeraient mieux connaître, à travers des documents d'informations, les réseaux d'énergie renouvelable;
- 97,9% des répondants estiment que le sujet présenté par Ouranos était pertinent;
- 96,6% sont d'avis que l'information offerte dans la présentation était suffisante pour comprendre l'importance et les impacts des enjeux en cause;
- 93% croient que les références et les outils présentés par Ouranos étaient intéressants;
- 91,6% sont d'avis que l'interaction des participants était animée;
- 93,7% prétendent que la période allouée à Ouranos dans le cadre des colloques de la tournée était suffisante; et
- 90,9% des répondants croient qu'ils avaient suffisamment de place et de temps (pendant et après la présentation) pour émettre une opinion.

## CONCLUSION

---

La tournée régionale 2013 a permis au CERIU un contact privilégié auprès de ses membres et de ses partenaires actuels et de rejoindre un bassin de nouveaux membres potentiels. La tournée a permis de tracer un portrait détaillé des besoins criants des divers intervenants et municipalités. Le CERIU a saisi cette opportunité unique pour remettre en question la base de sa mission et l'adéquation de son offre de service. Cet exercice de réflexion s'inscrit directement dans une volonté ferme d'amélioration continue.

Pour le CERIU, les constats sur les besoins recueillis auprès des municipalités en matière d'infrastructures se doivent d'être perçus comme des défis à relever par l'organisation, ses membres et ses principaux partenaires. Ces défis sont sources d'opportunités, des opportunités que le CERIU entend relever vigoureusement. L'actualisation de sa mission et la bonification de son offre de service en fonction des besoins actuels des intervenants du milieu en sont des manifestations concrètes et porteuses pour le bénéfice de toute la collectivité québécoise.

Le CERIU entend d'ailleurs proposer un *Plan de développement* à ces principaux partenaires afin d'élaborer un plan d'action précis et réaliste pour traduire efficacement les treize recommandations en résultats tangibles et répondant aux besoins exprimés. Cet exercice permettra une réflexion structurante pour identifier, élaborer et mettre en œuvre de nouveaux services et outils répondant aux nombreux besoins exprimés par les municipalités des plus petites aux plus grandes. Bref, il s'agit de passer de la parole aux actions, de se donner comme collectivités des leviers d'actions pour améliorer la gestion des infrastructures municipales au Québec et d'en optimiser la valeur.

À l'automne, le CERIU prévoit tenir un *Forum de consultation et d'orientation* et présentera les constats et recommandations issus de la tournée, et ce, afin de valider son contenu et sa portée ainsi que d'initier un exercice de concertation et de ralliement des membres, partenaires et participants autour d'un engagement commun en faveur d'une amélioration de la pérennité de nos infrastructures municipales par une gestion des actifs soutenue. Les participants seront invités à se prononcer et à valider les besoins des municipalités en matière d'infrastructures et auront également les défis suivants :

- i. Identifier des projets concrets de développement d'expertise et de recherche innovateurs;
- ii. Identifier des sources possibles de financement pour la réalisation de ces projets; et
- iii. Identifier les moyens et contribuer à la conception et réalisation de ces projets

Ce forum servira également de tremplin au Comité d'orientation du CERIU, organe découlant du groupe de travail sur la réforme des conseils permanents, pour débiter la réalisation de son mandat.

D'ailleurs, suite au Forum, le CERIU présentera à ses membres un *Plan stratégique triennal (2014-16)* visant l'adéquation de ses actions et son offre de service avec les besoins de ses

membres et de ses principaux partenaires. La vision, la mission et les orientations seront revisit es et  nonc es de façon à refléter les besoins des municipalités et la réalité socio-économique d'aujourd'hui.

Ce plan permettra également de cerner les moyens et ressources nécessaires pour réaliser ces objectifs pour les prochaines années. Le fil conducteur de ce Rapport de tournée du CERIU, et les suites propos es, est : de favoriser la promotion du savoir, du savoir-faire et du savoir apprendre en matière des meilleures pratiques de gestion des infrastructures urbaines et municipales selon les principes de développement durable.

## **ANNEXES**

---

### **Annexe 1 – Sommaire de participation**

Nombre total de participants : 317

#### **Pourcentages de la répartition du type d'organisation et des fonctions**

Secteur municipal – Élus : 19%

Secteur municipal – Direction générale : 19%

Secteur municipal – Direction générale ou technique : 13%

Secteur municipal – Autres : 26%

Secteur privé : 17%

Autres secteurs : 6%

*(Total du secteur municipal : 77%)*

#### **Pourcentages de répartition du secteur municipal**

Petites municipalités (moins de 6000 habitants) : 50%

Moyennes et grandes municipalités : 44%

Municipalités régionales de comté : 6%

#### **Taux de réponse aux sondages**

Sondage des besoins des municipalités : 60%

Sondage d'appréciation du colloque : 56%

## Annexe 2 – Liste des besoins

### Besoins liés à la gestion des infrastructures

- A. Besoins de guides, expertise, références et stratégies pour optimiser la gestion d'infrastructures (réseaux aqueduc/égouts, éclairage public, feux de circulation, bâtiments techniques, administratifs et de services) :
1. Définition des critères de choix, établissement du coût global; investissement, opération, entretien, à tenir en compte lors de renouvellement d'équipement de procédés (station de pompage, poste de suppression, etc.) avec les impacts sur l'économie d'eau potable et d'électricité;
  2. Établir l'adéquation entre les solutions proposées par les experts et les fournisseurs, et les besoins de la municipalité;
  3. Établir des plans d'intervention pour l'ensemble des bâtiments qui tiennent compte de la valeur patrimoniale;
  4. Définir et bâtir des programmes d'entretien visant le maintien de la valeur des actifs, à l'instar des programmes de garantie de voitures PEP;
  5. Développement d'un plan de gestion intégrant l'ensemble des infrastructures municipales; bâtiments, réseaux, etc.;
  6. Intégration et choix de solutions optimales, en fonction des besoins des citoyens pour l'intégration harmonieuse des diverses fonctions de l'espace public; et
  7. Qualifier les avantages et inconvénients de diverses approches et technologies avec les impacts économiques globaux (achat et entretien); avoir des références et des exemples concrets; permettre au CERIU de devenir un « *Protégez-vous des infrastructures* ».
- B. Développement d'outils pour :
1. Planifier et gérer des programmes d'entretien permettant de connaître et suivre les coûts, les bénéfices et les valeurs résiduelles réelles;
  2. Maintenir à jour un inventaire d'état et d'interventions fiables et intégrés pour l'ensemble des infrastructures municipales (réseaux et bâtiments) (assurer une mémoire corporative);
  3. Analyser et documenter les résultats des stratégies d'entretien afin :
    - i) d'optimiser les choix d'investissement initiaux et améliorer la pérennité des actifs; et
    - ii) sensibiliser les instances décisionnelles aux impacts de l'entretien;
  4. Faciliter la planification budgétaire en intégrant les coûts d'immobilisations, d'entretien et les retours sur investissements potentiels.
- C. Réseautage formel, permettant de créer des liens entre personnes et organisations ayant vécu ou faisant face à des problématiques communes.
- D. Spécificités sur les impacts liés aux conditions climatiques et géographiques :
1. Entretien hivernal (dégel d'entrée d'eau) moyens et actions préventives;

2. Gestion des eaux pluviales;
  3. Entretien et renouvellement des barrages de lacs et ruisseaux;
  4. Critères de conception liés aux changements climatiques.
- E. Spécificités sur la gestion de l'amiante dans les bâtiments suivant la modification de la *Loi sur la Santé et Sécurité des travailleurs* :
1. Établir un inventaire;
  2. Formation des employés;
  3. Gestion de l'offre et la demande vis-à-vis cette nouvelle obligation afin d'obtenir le juste prix;
  4. Réseautage avec d'autres grands propriétaires de bâtiments (commission scolaire, réseau de la santé, etc.).
- F. Réalisation et diffusion de projets pilotes avec suivi documenté dans le temps, pour évaluer la performance réelle de nouvelles approches dans le contexte québécois, le « *Protégez-vous* des infrastructures municipales », intégrant des stratégies de développement durable promues par de nouvelles technologies et comportant des suivis dans le temps de la performance et des modalités d'entretien.
- G. Carrefour d'échanges et de discussions des enjeux des intervenants du milieu et partage d'expériences vécues positives et des écueils :
1. Identification des différentes tables de discussion sur les infrastructures;
  2. Établir les réseaux pour capter et diffuser les initiatives des associations, institutions et regroupements qui œuvrent dans le domaine des actifs municipaux; et
  3. Colloques régionaux (environ deux fois l'an) d'échange et de partage des faits saillants des infrastructures municipales favorisant le réseautage.

**Besoins liés à la connaissance et la compréhension des obligations réglementaires (cadre légal) et des exigences des programmes de subventions**

- H. Assistance pour la compréhension des obligations légales :
1. Techniques
    - i) Qualité et économie d'eau potable;
    - ii) Rejet à l'égout, surverses;
    - iii) Responsabilités en cas de dommages à tiers liées aux défaillances;
  2. Administratives
    - i) Règles d'octroi de contrat (préparation des devis versus exécution des travaux);
    - ii) Estimation des coûts de travaux;
    - iii) Établissement de la rentabilité de l'entretien comparativement au remplacement des infrastructures.

- I. Assistance pour la compréhension des exigences de programmes de subvention et les liens entre ceux-ci pour les élus et les fonctionnaires :
  1. Plan d'intervention;
  2. Obtention de subventions pour les municipalités existantes et en préparation.

### **Besoins liés à l'accès à de l'information**

- J. Information liée au milieu des infrastructures
  1. La gestion intégrée de l'espace public en lien avec l'évolution des besoins des citoyens;
  2. L'offre de formation du marché;
  3. Résultats de programme de recherche;
  4. Initiatives, réalisations (succès et écueils vécus par les municipalités);
  5. Essai pilotes en cours;
  6. Nouvelles technologies;
  7. Développement durable;
  8. Expertise en gestion des bâtiments;
  9. Sur l'optimisation de la prise de décision pour la gestion des bâtiments municipaux et patrimoniaux, notamment, la priorisation de l'entretien et des renouvellements;
  10. L'intégration de critères d'efficacité énergétique tant pour les bâtiments que pour les équipements techniques qui s'y trouvent, par exemple les stations de pompage;
  11. Bibliothèque de dessins et références normalisées, produits par les municipalités;
  12. Diffusion de devis et dessins types municipaux pour utilisation élargie;
  13. Lien entre les initiatives de projet de recherche universitaires et les municipalités;
  14. Projets et initiatives des travaux des comités des conseils permanents du CERIU;
  15. Synthèse des actualités des différents sites des organismes (MAMROT, MTQ, AQTR, FCM, etc.);
  16. Actualités techniques scientifiques, règlementaires;
  17. Veille technologique des nouvelles normes et stratégies implantées ailleurs, documentant les similitudes et distinctions du contexte québécois;
  18. Les initiatives novatrices réalisées ici et ailleurs (problème de base, contexte, performance et coûts attendus et réels, particularités d'entretien, etc.);
  19. La gestion de l'occupation du domaine public par les RTU et le partage des coûts;
  20. Diffusion des avancées des travaux du conseil permanent RTU relativement au partage de coûts pour les services d'utilités publiques;
  21. L'expérience et l'expertise spécifiques de certaines municipalités;
  22. L'ensemble des exigences qui incombent aux municipalités dans la gestion des infrastructures (principe de liste de contrôle des travaux à réaliser, des informations

- à détenir, des formulaires à remplir, du type et de la nature de l'information à recueillir par le biais d'études);
23. Avoir accès à des études de cas documentant les conditions, besoins, hypothèses de départ, les écueils rencontrés, les opportunités, leçons apprises, critères de choix, de projets novateurs ou nouvelles technologies mis en place dans les municipalités);
  24. Le dépistage, les correctifs possibles, les stratégies règlementaires pour éliminer les raccordements d'égouts croisés existants et futurs; et
  25. Actualisation du *Guide de colmatage de chaussées*.

## **Besoins d'élaboration et de diffusion de formations**

### **K. Formations spécialisées**

1. Formation ciblée aux employés terrain; travaux publics, inspection sur les liens, les impacts et l'importance de colliger efficacement les données terrains pour assurer la fluidité et la précision de l'information en provenance du terrain, essentiel à la planification des interventions d'entretien et de renouvellement et pour la planification des investissements (plan intervention);
2. Formation sur la gestion des espaces clos;
3. Le *qui quoi combien* d'un élu éclairé dans la gestion des actifs municipaux, incluant la vulgarisation des principaux aspects techniques des infrastructures et les liens avec les stratégies de gestion;
4. La surveillance de chantier de construction de chaussée en régie interne; et
5. La surveillance de travaux de colmatage de fissures de chaussées, en régie interne.

## **Besoins spécifiques des petites municipalités et en régions éloignées**

- ### **L. Assistance technique de première ligne, neutre, compte tenu de la rareté des ressources assurant un support aux petites municipalités dans et avec :**
1. L'identification de leurs besoins, des stratégies d'auscultation à retenir;
  2. L'adéquation de l'offre de service de consultants externes par rapport aux besoins, notamment d'évaluer voire confronter les recommandations et expertises en fonction de la gestion de l'entretien (disponibilités des matériaux, inventaire de pièces, expertise spécialisée d'opération, coûts d'investissement versus d'entretien et opération, etc.);
  3. La préparation de documents d'appels d'offres de services professionnels pour en optimiser la gestion et les coûts par rapport aux coûts de mise en œuvre des travaux;
  4. L'analyse des opportunités des différentes approches et des techniques disponibles;
  5. L'établissement des coûts globaux (construction, entretien, opération);
  6. L'établissement d'une base de données des coûts de travaux réalisés en région, pour faciliter l'analyse des soumissions en regard du juste prix selon les caractéristiques propres aux régions éloignées;

7. L'identification des coûts d'entretien des chaussées, qui représentent la plus grande portion des budgets d'entretien des petites municipalités;
8. L'exercice du rôle de maître d'œuvre incombant à la municipalité qui réalise des travaux de réfection d'infrastructures souterraines localisées sous une chaussée du MTQ;
9. L'intégration et la vulgarisation des exigences gouvernementales envers les municipalités;
10. Le choix des équipements pour les usines et poste de pompage (production et épuration) lors du renouvellement afin d'optimiser les coûts initiaux et d'entretien;
11. L'évaluation d'état (structurale et conformité aux normes) barrages (privés et publics); et
12. La présentation en séance publique de projet technique à impact financier majeur;

#### *Guide et références*

13. L'interprétation et le suivi des déficiences des réseaux;
14. Les avantages et les inconvénients des diverses approches de ralentissement de circulation (*traffic calming*), autre que les dos-d'âne, dans les centres-villes traversés par une route de transit;
15. L'aménagement du tracé des rues dans des centres-villes émergents;
16. La gestion des emprises publiques en regard des promoteurs et développeurs;
17. La consultation publique avec un répertoire des avantages, des risques, des méthodes, des outils, etc.;
18. Les pratiques d'entretien des réseaux dédiés à l'usage des équipes de travaux publics;
19. Des études de cas documentant les avantages et inconvénients à moyen terme de l'utilisation d'abats poussières versus du pavage économique dans un souci de préserver la qualité des nombreux lacs en régions;
20. Un catalogue colligeant l'information, les coordonnées des utilisateurs, les offres de service en matière de fournitures d'équipements, de technologies de traitement, de procédés, de produits pour l'opération, le renouvellement, la réparation d'équipements pour les usines d'épuration et les stations de pompage d'eaux usées; et
21. Des registres d'information technique sur les différents types de tuyau, les diamètres à utiliser, les particularités d'entretien;

#### *Documentation et information vulgarisées*

22. La signalisation routière (mesures d'atténuation et d'apaisement, carrefours giratoires), considérant que la documentation disponible s'adresse principalement aux concepteurs et peu aux autres acteurs qui sont régulièrement interpellés par cet enjeu;
23. Les réalités rurales (sans réseau d'aqueduc, ni d'égout);
24. Les programmes de subvention en élaboration;

25. Les avantages et inconvénients financiers, environnementaux, de gestion des résidus, de l'utilisation de saumure, de résidus d'abrasifs, dans un contexte de route en gravier entretenue avec de l'abat poussières;
26. Avoir des mécanismes pour :
  - i) renforcer la recherche afin que soient développés des procédés, des méthodes, des stratégies d'analyse de la qualité des sources d'eau (nappes phréatiques et plans d'eau) et d'identification des contaminants pour garantir la conformité de la qualité de l'eau qui sera produite par l'usine projetée; et
  - ii) Mettre en place des moyens de contrôle des processus, afin d'apprendre des expériences vécues et d'apporter des correctifs pour ne pas répéter ces écueils;

#### *Formation*

27. Accessible en régions ou combinées à d'autres rendez-vous, événements, webinars;
28. Pour personnel non spécialisé sur les nouvelles exigences de la gestion des eaux pluviales;
29. Sur les différents aspects à prendre en compte en vue de la conception et la réhabilitation de chaussées, en fonction de leur état, du type de trafic et d'usagers (écoliers, cyclistes, automobilistes, camionnages, passage et arrêt d'autobus artères commerciales, etc.) de la densité et du volume de circulation des véhicule, de trafic (poids et nombre) lié à l'état et la vie résiduelle; et
30. Pour les élus et les gestionnaires sur le nouveau Plan d'intervention avec les spécificités par rapport à la version antérieure;

#### *Autres domaines*

31. Implanter un processus consultatif auprès des municipalités en régions sur les projets initiés par les différents conseils permanents du CERIU;
32. Tenue de rencontres annuelles en région du CERIU; et
33. Optimiser les déplacements des intervenants municipaux dans l'offre de services et de diffusion du CERIU, par exemple joindre des formations techniques ciblées à d'autres rendez-vous (colloque UMQ, association, etc.).

## Annexe 3 – Liste des recommandations

### **RECOMMANDATION 1 : Développer un Référentiel de gestion de l'espace public – infrastructures et actifs à l'intention de tous les intervenants des municipalités de toutes tailles**

*Le quoi?, quand?, combien?, pourquoi?, pour qui?, et si? et si non?* des infrastructures

Développer un Référentiel intégrateur de l'ensemble des enjeux, des fonctions, et des interrelations liés aux infrastructures du domaine public, pour assurer une gestion efficiente des infrastructures et des moyens de contrôle des résultats. Ce Référentiel inclura notamment un volet décisionnel et un volet technique, dans un format de présentation facilitant le repérage visuel par intérêt, selon les divers lecteurs, et permettant à tous, de comprendre leur rôles, ainsi que ceux des autres intervenants au sein de leur municipalité et en périphérie (système et géographie). Sans s'y limiter, les sujets suivants seront documentés et liés :

- ✓ Plan d'intervention, planification budgétaire, impact foncier;
- ✓ Aspects financiers : coûts/bénéfices des investissements, impacts sur budgets d'opération, prix de revient, retour sur investissement, stratégies à valeurs financières maximisées;
- ✓ Critères et impacts, à tenir compte dans les choix d'entretien et de remplacement;
- ✓ Gestion financière et coûts de revient;
- ✓ Gestion de la performance;
- ✓ Balisage;
- ✓ Constitution d'un historique de coûts;
- ✓ Liens et impacts entre les réseaux (détérioration de la chaussée lorsque fuite latente ou non-étanchéité d'une conduite d'égout, ou d'une cheminée de puits d'accès);
- ✓ Intégration des chaussées dans le processus décisionnel;
- ✓ Facteurs à tenir en compte pour définir besoins remplacement ou renouvellement (développement de nouveaux secteurs domiciliaire, capacité hydraulique, protection incendie, bouclage, etc.)
- ✓ Lien avec les initiatives des différents guides, etc.;
- ✓ Impacts sur l'économie d'énergie, d'eau potable, etc.
- ✓ Prise en compte des besoins des citoyens et gestion de l'espace public;
- ✓ Optimisation et pratiques d'entretien (préventif et correctif);
- ✓ Stratégies règlementaires municipales; économie d'énergie et d'eau, réseaux croisés, performance de réseau;
- ✓ Obligations règlementaires provinciales avec fiche de contrôle;
- ✓ Liens avec l'actualité gouvernementale;
- ✓ Pont avec les bâtiments municipaux;
- ✓ Etc.

## **RECOMMANDATION 2 : Développer des formations à l'intention des décideurs et du personnel municipal**

L'objectif étant de donner un portrait général des enjeux et des ressources disponibles afin d'améliorer la compréhension de son propre rôle et de celui des autres intervenants de sa municipalité et des systèmes périphériques. Certaines formations pourraient être préenregistrées ou par webinaire.

- Formation pour les nouveaux élus et formation plus détaillée sur les principaux aspects (enjeux techniques, financiers et règlementaires) de la gestion globale des actifs à l'intention des décideurs (élus, directeurs généraux);
- Formation sur l'entretien des infrastructures et les stratégies d'intégration au plan d'intervention à l'intention des gestionnaires;
- Formation en surveillance de chantier.

## **RECOMMANDATION 3 : Informer chacun, selon ses besoins et enjeux**

Publier et diffuser, via le web, les informations relatives à l'ensemble des aspects des infrastructures municipales (technique, règlementaire, légal, de gestion, de projet d'expérimentation et de recherche) ainsi que le bilan des faits saillants des activités et des forums du CERIU, les calendriers des événements, les offres de formation, les références et les faits saillants des grands colloques internationaux.

Monter et animer des forums de discussion électronique; établir des liens entre besoins d'expertise et de formation et les ressources du milieu; maintenir une foire aux questions (FAQ).

## **RECOMMANDATION 4 : Cibler et adapter des outils informatisés de gestion de données**

Piloter l'adaptation et la diffusion de modules permettant la gestion des données (*l'Info RTU*) en vue d'en promouvoir l'usage à l'ensemble des municipalités et de l'adapter à leur capacité d'intégration.

Dans un deuxième temps, adapter des outils et interfaces informatisées de collecte et de transmission de données sur les interventions d'entretien et de renouvellement.

## **RECOMMANDATION 5 : Bâtir un programme d'entretien préventif, devenir proactif dans la gestion des milliards de dollars publics**

Établir et documenter un programme d'entretien préventif (PEP) des réseaux souterrains et de chaussées, identifier les besoins et critères permettant l'intégration des fonctionnalités d'optimisation et de suivi des coûts et des ressources.

Évaluer les outils et logiciels disponibles sur le marché et réaliser un projet d'implantation.

Intégrer la gestion des coûts et la valeur des actifs.

**RECOMMANDATION 6 : Développer des formations sur la cueillette et la consignation des données, selon les clientèles**

*Le « bâtis ton dossier et garde tes factures, c'est crucial! »*

Élaborer une formation destinée aux employés de terrain sur l'importance de leur rôle dans l'établissement de l'état des réseaux en lien avec la mise à jour du plan d'intervention et en fournissant des méthodologies simples et concrètes; y inclure un volet bureaucratique sur la compilation, par formation préenregistrées.

**RECOMMANDATION 7 : Intégrer et concentrer les canaux de communication – CERIU, carrefour d'entraide**

Développer un service d'aiguillage et d'assistance auprès des municipalités pour les aider à documenter leurs demandes et favoriser l'optimisation des ressources. Gérer l'interface avec les différents gestionnaires, exigences et programmes provinciaux.

**RECOMMANDATION 8 : Développer un outil d'analyse par simulation financière**

Développer un outil de gestion financière permettant pour le cycle total de vie anticipée des infrastructures l'analyse de divers scénarios de dépenses (investissement et entretien).

**RECOMMANDATION 9 : Adapter un outil de suivi des travaux majeurs**

Réaliser un projet d'expérimentation d'outils de suivi de contrat de réalisation de travaux afin d'établir la concordance entre les estimations de coûts de travaux et la finalité sur le terrain; quantités, cadences et coûts de travaux, donnant ainsi des données de gestion et de prise de décision.

**RECOMMANDATION 10 : Créer des pôles de regroupement de services techniques**

Le CERIU recommande que les municipalités se regroupent géographiquement, idéalement sous la gouverne des MRC, s'entendent sur des modalités de partage des coûts et services et embauchent un ingénieur employé. Celui-ci aura, pour le regroupement, les rôles de représenter les propriétaires des infrastructures, tel un gardien des actifs, et de fournir un éclairage technique aux décideurs dans la gestion de leurs infrastructures.

**RECOMMANDATION 11 : Accompagner les décideurs dans leur processus décisionnel**

Offrir un service d'aiguillage et d'accompagnement auprès des petites municipalités dans les principales démarches de gestion, en validation stratégique, offrir des réponses et des références, accompagner dans le cheminement de la mise en œuvre de plan d'action et ce, sans toutefois se substituer aux services externes de génie-conseil.

**RECOMMANDATION 12 : Développer des formations spécifiques pour les nouveaux élus et les directeurs généraux-greffier**

Élaborer une formation sur les rôles et responsabilités ainsi que les impacts des décisions à l'intention des nouveaux élus et gestionnaires municipaux.

**RECOMMANDATION 13 : Concentrer la pénétration des réseaux de décideurs par le CERIU**

Assurer une présence active dans les rendez-vous annuels des décideurs municipaux des petites municipalités tels que l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ), l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ), la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et l'Union des municipalités (UMQ) afin de faire connaître les outils et services offerts par le CERIU d'une part et, d'autre part, d'alimenter le réseautage et les échanges sur les enjeux municipaux actuels en matière d'infrastructures.

## **Annexe 4 – Faits saillants sur les sondages**

Afin de faciliter la communication des besoins et de l'appréciation du colloque, le CERIU a mis à la disposition des participants deux sondages permettant de capter leurs commentaires : un sondage des besoins des municipalités et un sondage d'appréciation du colloque. Le premier avait pour objectif de permettre l'identification des besoins des participants en ce qui a trait à l'acquisition d'information et de connaissances, tant sur la forme que sur le contenu. Pour ce qui est du second sondage, il visait à évaluer la qualité et la pertinence des présentations en plus d'offrir aux participants un espace pour y inscrire leurs commentaires plus généraux sur l'ensemble de l'exercice.

### **Sondage des besoins des municipalités**

Avant la tenue de chacune des rencontres, les participants ont reçu un sondage par courriel. Une copie papier a également été distribuée à chacun. Cette stratégie a porté fruit puisque le taux de réponse a été très important soit près de 60 %. C'est donc dire que les participants ont choisi de s'exprimer à la fois, de vive voix et par écrit. L'ensemble des réponses et des commentaires reçus par sondage se trouvent à l'Annexe 5.

#### Profil des répondants

- 60% des inscrits ont répondu au sondage des besoins;
- 31% des répondants ont une position à la direction technique de leur organisation; cette catégorie de répondants représente 13% des inscrits à la tournée.

#### Besoin d'information (question 3)

- Les répondants souhaitent recevoir de l'information de façon équivalente pour tous les sujets énoncés dans le sondage (voir l'annexe pour la liste complète);
- L'option d'une formation classique, à distinguer des conférences Web, sur les techniques d'entretien et de réhabilitation des chaussées a été la plus évoquée;
- Les formes de transmission d'information les plus privilégiées sont les formations et une bibliothèque de documents;
- Les élus souhaitent davantage être informés sous forme de formation;
- La direction technique était plutôt intéressée par une bibliothèque de documents.

#### Besoin d'assistance (question 4)

- Le besoin d'assistance est requis principalement sous la forme de guide, plutôt que de devis ou de forum d'échange;
- Les trois sujets suivants ont été les plus évoqués : relevé d'état des chaussées, financement des infrastructures et programmes d'aide financière;
- Le sujet ayant fait le plus grand consensus est celui des programmes d'aide financière; environ 80% des élus, de la direction générale et de la direction technique requièrent de l'assistance à cet égard;

- Les directions générale et technique sont les deux groupes requérant le plus d'assistance.

#### Préoccupations des répondants (question 5)

- L'état des équipements de procédés (station de pompage, puits, réservoir, chambre, etc.) est le sujet le plus souvent identifié comme préoccupation « très importante »;
- Les autres sujets ont plutôt été considérés comme des « préoccupations actuelles »;
- En intégrant les choix de réponses « sujet très important » et « préoccupation actuelle », 70% des répondants considèrent que l'état des ouvrages (ponts, ponceux) et les pratiques d'entretien sont les deux sujets les plus préoccupants;
- 35% des répondants ont identifié l'efficacité énergétique comme préoccupation future;
- Les répondants les plus préoccupés par les sujets proposés au sondage sont ceux de la direction générale et de la direction technique.

#### Développement du site Web (questions 6 et 7)

- La majorité des outils ou moyens proposés pour bonifier le site Web du CERIU ont été jugés « absolument nécessaire » ou « très pertinent » à plus de 60%;
- Une bibliothèque contenant des publications, des articles et des guides a été identifié comme l'outil le plus nécessaire;
- Le forum électronique et le magazine Web sont les outils dont le développement a été jugé le moins prioritaire;
- Les principaux sujets sur lesquels les répondants aimeraient retrouver de l'information sur le site Web du CERIU sont les suivants :
  - Lois et normes;
  - Plan d'intervention;
  - Programme d'infrastructures;
  - Modes de financement des infrastructures.
- Deux autres sujets, plus techniques, ont été fortement identifiés :
  - Entretien;
  - Réhabilitation/réfection.
- Autant les élus, la direction générale que la direction technique ont identifié les programmes d'infrastructures et les modes de financement comme sujets les plus nécessaires pour améliorer leurs connaissances.

#### **Sondage d'appréciation du colloque**

Après chacune des rencontres, un sondage visant à connaître le niveau de satisfaction des participants a également été envoyé par courriel aux inscrits du colloque et distribué sur place aux participants.

## Profil des répondants

- 56% des participants ont répondu au sondage d'appréciation;
- 34% des répondants ont une position à la direction technique de leur organisation; cette catégorie de répondants représente 13% des inscrits à la tournée;
- Deux tiers des répondants affirment connaître plusieurs aspects du domaine des infrastructures ou se qualifient d'experts en la matière; par catégorie, ce taux est de :
  - 92% pour la direction technique,
  - 56% pour la direction générale et
  - 29% pour les élus.

## Services du CERIU (questions 4 à 6)

- 42% des répondants connaissaient les services du CERIU avant le colloque;
- Parmi ces répondants, 44 d'entre eux, soit 75%, avaient déjà consulté ou demandé des documents disponibles au CERIU;
- 20% des répondants, 28 personnes, ont déjà participé au Congrès INFRA.

## Volets Infrastructures (questions 7 à 10)

- 98,6% des répondants ont trouvé que la présentation principale était pertinente;
- 97,2% ont trouvé pertinente la présentation de la nouvelle vitrine électronique et interactive du CERIU
- 95,1% estimaient que la période allouée pour la période de consultation des participants sur leurs besoins était suffisante;
- 97,9% des répondants ont jugé avoir pu émettre leur opinion;
- 95,8% ont trouvé que la présentation sur les projets du CERIU était pertinente;

## Volets Changements climatiques (questions 11 et 12)

- 97,9% des répondants estiment que le sujet présenté était pertinent;
- 96,5% jugent que l'information présentée était suffisante;
- 90,9% estiment avoir pu émettre leur opinion.

## Appréciation globale (question 13 à 16)

- Le taux d'appréciation du colloque s'élève à plus de 94% pour les différents aspects de l'évènement;
- Commentaires récurrents sur ce qui a été le plus apprécié des colloques :
  - Connaître davantage le CERIU et ses services;
  - Le contenu et l'information véhiculée étaient très intéressants;
  - L'intégration du volet sur l'adaptation aux changements climatiques;
  - Que le CERIU visite les régions et permette de faire du réseautage avec des intervenants régionaux.

- Suggestions récurrentes pour améliorer le colloque :
  - Présenter des projets et de l'information adaptés aux particularités régionales;
  - Aller plus en profondeur en expliquant davantage les sujets présentés avec, entre autres, des études de cas et des exemples concrets;
  - Répéter l'exercice, mais sur un sujet plus précis.

## **Annexe 5 – Résultats du sondage sur les besoins des municipalités**

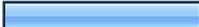
Afin de conserver la confidentialité des répondants, certaines questions d'identification ainsi que les réponses aux questions ouvertes ont été retirées de l'annexe contenue dans cette version du rapport.

# Sondage des besoins des municipalités - Tournée SurveyMonkey régionale du CERIU

## 1. À quelle organisation appartenez-vous?

		Pourcentage de la réponse	Nombre de réponses
Municipalité/MRC		81,8%	139
Génie-conseil		12,9%	22
Autre (veuillez préciser)		5,3%	9
<b>nombre de personnes ayant répondu à la question</b>			<b>170</b>
<b>nombre de personnes ayant sauté la question</b>			<b>0</b>

## 2. Quelle est votre position dans l'organisation ?

		Pourcentage de la réponse	Nombre de réponses
Élu		18,8%	32
Direction générale		19,4%	33
<b>Direction technique</b>		<b>30,6%</b>	<b>52</b>
Contremaître		5,9%	10
Autre (veuillez préciser)		25,3%	43
<b>nombre de personnes ayant répondu à la question</b>			<b>170</b>
<b>nombre de personnes ayant sauté la question</b>			<b>0</b>

### 3. Quels sont les sujets sur lesquels vous souhaiteriez recevoir de l'information ?

	Oui, sous la forme de formation	Oui, sous la forme de webinaire (formation web)	Oui, sous la forme de forum interactif (Question/Réponse)	Oui, sous la forme de bibliothèque de documents	Non	Nombre de classemen
Connaissances générales des infrastructures	38,2% (65)	32,4% (55)	12,9% (22)	<b>40,6% (69)</b>	15,9% (27)	1
Techniques de réhabilitation des conduites d'eau potable	<b>38,2% (65)</b>	30,6% (52)	11,2% (19)	<b>38,2% (65)</b>	21,2% (36)	1
Protocole d'inspection des conduites d'égout (PACP)	27,6% (47)	27,1% (46)	11,8% (20)	<b>38,8% (66)</b>	26,5% (45)	1
Techniques de réparation/entretien des regards et des conduites	34,7% (59)	30,6% (52)	11,8% (20)	<b>41,2% (70)</b>	18,8% (32)	1
Techniques de réhabilitation des regards et conduites d'égouts	32,9% (56)	30,0% (51)	11,8% (20)	<b>37,1% (63)</b>	25,9% (44)	1
Techniques d'entretien et de réhabilitation des chaussées	<b>50,0% (85)</b>	32,9% (56)	12,4% (21)	40,0% (68)	11,2% (19)	1
Autre (veuillez préciser)						
<b>nombre de personnes ayant répondu à la question</b>						<b>1</b>
<b>nombre de personnes ayant sauté la question</b>						

#### 4. Quels sont les sujets et les actions que vous prévoyez réaliser sur lesquels vous souhaiteriez recevoir de l'assistance ?

	Besoin d'assistance sous la forme de guide	Besoin d'assistance sous la forme d'un devis	Besoin d'assistance sous la forme d'un forum d'échange	Aucun besoin	Nombre de classements
Évaluation de systèmes de gestion (outils)	37,6% (64)	15,9% (27)	10,6% (18)	<b>47,6% (81)</b>	170
Relevé d'inventaire	38,8% (66)	17,1% (29)	5,9% (10)	<b>49,4% (84)</b>	170
Relevé d'état des chaussées (auscultation/inspection)	<b>55,9% (95)</b>	22,4% (38)	7,1% (12)	31,8% (54)	170
Relevé d'état des regards et conduites d'égouts (auscultation/inspection)	<b>47,6% (81)</b>	21,8% (37)	6,5% (11)	39,4% (67)	170
Études hydrauliques / Plan directeur	<b>44,1% (75)</b>	16,5% (28)	10,0% (17)	<b>44,1% (75)</b>	170
Élaboration de plan d'intervention (PI)	<b>49,4% (84)</b>	18,2% (31)	12,9% (22)	38,8% (66)	170
Financement des infrastructures	<b>45,9% (78)</b>	14,7% (25)	21,2% (36)	33,5% (57)	170
Programmes d'aide financière	<b>48,8% (83)</b>	13,5% (23)	24,1% (41)	29,4% (50)	170
Communication/information à la population	28,8% (49)	7,6% (13)	15,3% (26)	<b>55,3% (94)</b>	170
Consultation publique	22,9% (39)	7,1% (12)	15,9% (27)	<b>61,8% (105)</b>	170
Encadrement des discussions avec les compagnies d'utilités publiques	27,1% (46)	10,0% (17)	22,9% (39)	<b>50,0% (85)</b>	170
			Autre (veuillez préciser)		11
<b>nombre de personnes ayant répondu à la question</b>					<b>170</b>
<b>nombre de personnes ayant sauté la question</b>					<b>0</b>

## 5. Sur quels autres sujets vous croyez qu'il serait important de se pencher ou qui fait partie de vos préoccupations actuelles ou futures?

	Sujet très important	Préoccupation actuelle	Préoccupation future	Sans intérêt pour nous	Moyenne de classement	Nombre de classements
État des équipements de procédés (station de pompage, puits, réservoir, chambre, etc.)	<b>35,3% (60)</b>	31,2% (53)	12,4% (21)	21,2% (36)	2,19	170
Efficacité énergétique	11,2% (19)	<b>35,3% (60)</b>	34,7% (59)	18,8% (32)	2,61	170
État des bâtiments municipaux (aréna, centre communautaire, ateliers municipaux, chalets de parc)	18,8% (32)	<b>40,0% (68)</b>	16,5% (28)	24,7% (42)	2,47	170
État des ouvrages (ponts, ponceaux)	22,4% (38)	<b>51,2% (87)</b>	12,4% (21)	14,1% (24)	2,18	170
Pratiques d'entretien	30,0% (51)	<b>42,4% (72)</b>	10,6% (18)	17,1% (29)	2,15	170
				Autre (veuillez préciser)		13
	<b>nombre de personnes ayant répondu à la question</b>					<b>170</b>
	<b>nombre de personnes ayant sauté la question</b>					<b>0</b>

## 6. Parmi les outils/moyens suivants, lesquels sont ceux qui vous rejoignent le plus et qui bonifieraient le site du CERIU ?

	Absolument nécessaire	Très pertinent	Non prioritaire	Sans intérêt	Moyenne de classement	Nombre de classements
Bibliothèque (publication, article, guide pertinents)	34,7% (59)	<b>50,6% (86)</b>	4,1% (7)	10,6% (18)	1,91	170
Foire aux questions (FAQ)	7,6% (13)	<b>52,9% (90)</b>	20,0% (34)	19,4% (33)	2,51	170
Forum électronique (échange entre participants)	7,6% (13)	<b>39,4% (67)</b>	31,8% (54)	21,2% (36)	2,66	170
Parlez à un expert (forum avec un interlocuteur "expert")	12,4% (21)	<b>55,3% (94)</b>	16,5% (28)	15,9% (27)	2,36	170
Sites d'intérêts (liens vers d'autres références)	17,1% (29)	<b>52,9% (90)</b>	11,2% (19)	18,8% (32)	2,32	170
Webzine (magazine web)	7,1% (12)	<b>38,8% (66)</b>	31,2% (53)	22,9% (39)	2,70	170
				Autre (veuillez préciser)		4
<b>nombre de personnes ayant répondu à la question</b>						<b>170</b>
<b>nombre de personnes ayant sauté la question</b>						<b>0</b>

## 7. Quels sont les sujets que vous aimeriez retrouver sur le site web du CERIU pour améliorer vos connaissances ?

	Absolument nécessaire	Très pertinent	Non prioritaire	Sans intérêt	Moyenne de classement	Nombre de classements
Responsabilités municipales	28,8% (46)	<b>52,5% (84)</b>	5,0% (8)	13,8% (22)	2,04	160
Lois et normes	38,3% (62)	<b>43,2% (70)</b>	6,8% (11)	11,7% (19)	1,92	162
Plan d'intervention	34,8% (57)	<b>50,0% (82)</b>	6,7% (11)	8,5% (14)	1,89	164
Gestion des actifs	15,2% (24)	<b>47,5% (75)</b>	22,8% (36)	14,6% (23)	2,37	158
Programme d'infrastructures	36,0% (59)	<b>50,6% (83)</b>	4,9% (8)	8,5% (14)	1,86	164
Modes de financement des infrastructures	36,6% (59)	<b>43,5% (70)</b>	9,3% (15)	10,6% (17)	1,94	161
Développement durable	21,5% (34)	<b>53,8% (85)</b>	12,0% (19)	12,7% (20)	2,16	158
Programme de recherche	5,7% (9)	<b>42,0% (66)</b>	34,4% (54)	17,8% (28)	2,64	157
Bottin des fournisseurs	8,8% (14)	<b>45,3% (72)</b>	31,4% (50)	14,5% (23)	2,52	159
Diagnostic des infrastructures	23,0% (37)	<b>62,1% (100)</b>	4,3% (7)	10,6% (17)	2,02	161
Planification et priorisation	21,4% (34)	<b>54,7% (87)</b>	12,6% (20)	11,3% (18)	2,14	159
Entretien	31,1% (50)	<b>52,2% (84)</b>	8,7% (14)	8,1% (13)	1,94	161
Réhabilitation / réfection	31,1% (50)	<b>53,4% (86)</b>	6,8% (11)	8,7% (14)	1,93	161
Support à la prise de décision	22,0% (35)	<b>42,8% (68)</b>	20,8% (33)	14,5% (23)	2,28	159
Gestion du risque	15,1% (24)	<b>47,8% (76)</b>	21,4% (34)	15,7% (25)	2,38	159
Obligations face aux compagnies d'utilités publiques	12,7% (20)	<b>48,4% (76)</b>	22,9% (36)	15,9% (25)	2,42	157
Formation	28,3% (45)	<b>56,6% (90)</b>	5,7% (9)	9,4% (15)	1,96	159
Événements	14,8% (23)	<b>40,6% (63)</b>	28,4% (44)	16,1% (25)	2,46	155
Sites d'intérêts	14,7% (23)	<b>43,6% (68)</b>	24,4% (38)	17,3% (27)	2,44	156

Autre (veuillez préciser)

13

**nombre de personnes ayant répondu à la question**

**170**

**nombre de personnes ayant sauté la question**

**0**

## **Annexe 6 – Résultats du sondage d’appréciation du colloque**

Afin de conserver la confidentialité des répondants, certaines questions d’identification ainsi que les réponses aux questions ouvertes ont été retirées de l’annexe contenue dans cette version du rapport.

### 1. À quelle organisation appartenez-vous?

		Pourcentage de la réponse	Nombre de réponses
Municipalité / MRC		76,2%	109
Génie-conseil		15,4%	22
Autre (veuillez préciser)		8,4%	12
nombre de personnes ayant répondu à la question			143
nombre de personnes ayant sauté la question			0

### 2. Quelle est votre position dans l'organisation ?

		Pourcentage de la réponse	Nombre de réponses
Élu		16,8%	24
Direction générale		18,9%	27
Direction technique		33,6%	48
Contremaître		3,5%	5
Autre (veuillez préciser)		27,3%	39
nombre de personnes ayant répondu à la question			143
nombre de personnes ayant sauté la question			0

### 3. Comment vous définissez-vous par rapport au domaine des infrastructures?

	Je suis nouveau dans le domaine	J'en ai déjà entendu parlé	Je suis intéressé	Je connais plusieurs aspects	Je suis un expert	Moyenne de classement	Nombre de classements
	9,8% (14)	6,3% (9)	18,2% (26)	51,7% (74)	14,0% (20)	3,54	143
nombre de personnes ayant répondu à la question							143
nombre de personnes ayant sauté la question							0

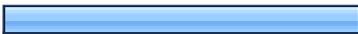
### 4. Avez-vous déjà participé au congrès INFRA?

		Pourcentage de la réponse	Nombre de réponses
Oui		19,6%	28
Non		80,4%	115
Si oui, quelle est votre appréciation. Sinon, pourquoi?			27
nombre de personnes ayant répondu à la question			143
nombre de personnes ayant sauté la question			0

### 5. Connaissiez-vous les services que peut vous offrir le CERIU avant ce présent colloque ?

		Pourcentage de la réponse	Nombre de réponses
Oui		42,0%	60
Non		58,0%	83
nombre de personnes ayant répondu à la question			143
nombre de personnes ayant sauté la question			0

## 6. Si oui, avez vous déjà consulté ou demandé des documents disponibles au CERIU ?

		Pourcentage de la réponse	Nombre de réponses
Oui		44,0%	44
Non		56,0%	56
nombre de personnes ayant répondu à la question			100
nombre de personnes ayant sauté la question			43

## 7. Votre appréciation du volet : "Infrastructures municipales : maillon fort de la collectivité"

	Tout à fait en accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	En désaccord	Nombre de classements
Le sujet était pertinent	55,2% (79)	43,4% (62)	1,4% (2)	0,0% (0)	143
L'information était suffisante	37,8% (54)	56,6% (81)	5,6% (8)	0,0% (0)	143
Les références et les outils outils étaient intéressants	41,3% (59)	54,5% (78)	4,2% (6)	0,0% (0)	143
nombre de personnes ayant répondu à la question					143
nombre de personnes ayant sauté la question					0

## 8. Votre appréciation du volet : "Présentation de la nouvelle vitrine électronique et interactive du CERIU"

	Tout à fait en accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	En désaccord	Nombre de classements
Le sujet était pertinent	<b>52,4% (75)</b>	44,8% (64)	2,8% (4)	0,0% (0)	143
L'information était suffisante	37,8% (54)	<b>54,5% (78)</b>	7,7% (11)	0,0% (0)	143
Les références et les outils étaient intéressants	34,3% (49)	<b>60,1% (86)</b>	5,6% (8)	0,0% (0)	143
<b>nombre de personnes ayant répondu à la question</b>					<b>143</b>
<b>nombre de personnes ayant sauté la question</b>					<b>0</b>

## 9. Votre appréciation du volet : "Consultation des participants sur leurs besoins et défis : Comment le CERIU peut-il mieux vous servir?"

	Tout à fait en accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	En désaccord	Nombre de classements
L'interaction des participants était animée	45,5% (65)	<b>47,6% (68)</b>	7,0% (10)	0,0% (0)	143
La période allouée était suffisante	<b>58,7% (84)</b>	36,4% (52)	4,9% (7)	0,0% (0)	143
J'ai pu émettre mon opinion	<b>59,4% (85)</b>	37,1% (53)	2,1% (3)	1,4% (2)	143
<b>nombre de personnes ayant répondu à la question</b>					<b>143</b>
<b>nombre de personnes ayant sauté la question</b>					<b>0</b>

## 10. Votre appréciation du volet : "Les projets du CERIU : des exemples de succès"

	Tout à fait en accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	En désaccord	Nombre de classements
Le sujet était pertinent	42,0% (60)	<b>53,8% (77)</b>	3,5% (5)	0,7% (1)	143
L'information était suffisante	33,6% (48)	<b>61,5% (88)</b>	4,9% (7)	0,0% (0)	143
Les références et les outils outils étaient intéressants	32,9% (47)	<b>62,2% (89)</b>	4,2% (6)	0,7% (1)	143
<b>nombre de personnes ayant répondu à la question</b>					<b>143</b>
<b>nombre de personnes ayant sauté la question</b>					<b>0</b>

## 11. Votre appréciation du volet : "La gestion des risques climatiques pour l'environnement bâti"

	Tout à fait en accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	En désaccord	Nombre de classements
Le sujet était pertinent	<b>65,7% (94)</b>	32,2% (46)	1,4% (2)	0,7% (1)	143
L'information était suffisante	<b>56,6% (81)</b>	39,9% (57)	3,5% (5)	0,0% (0)	143
Les références et les outils outils étaient intéressants	<b>50,3% (72)</b>	42,7% (61)	7,0% (10)	0,0% (0)	143
<b>nombre de personnes ayant répondu à la question</b>					<b>143</b>
<b>nombre de personnes ayant sauté la question</b>					<b>0</b>

## 12. Votre appréciation du volet : "Discussion sur les besoins des municipalités en matière d'adaptation aux changements climatiques et de développement durable"

	Tout à fait en accord	Plutôt d'accord	Plutôt en désaccord	En désaccord	Nombre de classements
L'interaction des participants était animée	32,9% (47)	<b>58,7% (84)</b>	8,4% (12)	0,0% (0)	143
La période allouée était suffisante	39,9% (57)	<b>53,8% (77)</b>	6,3% (9)	0,0% (0)	143
J'ai pu émettre mon opinion	35,0% (50)	<b>55,9% (80)</b>	8,4% (12)	0,7% (1)	143
<b>nombre de personnes ayant répondu à la question</b>					<b>143</b>
<b>nombre de personnes ayant sauté la question</b>					<b>0</b>

## 13. Votre appréciation de ce colloque en fonction des aspects suivants :

	Excellent	Au dessus de la moyenne	En dessous de la moyenne	Faible	Moyenne de classement	Nombre de classements
Agenda global	40,6% (58)	<b>54,5% (78)</b>	4,9% (7)	0,0% (0)	1,64	143
Intervenants principaux	<b>49,0% (70)</b>	47,6% (68)	3,5% (5)	0,0% (0)	1,55	143
Présentations d'information	44,8% (64)	<b>49,7% (71)</b>	5,6% (8)	0,0% (0)	1,61	143
Situation et lieu de l'événement	<b>55,9% (80)</b>	42,7% (61)	1,4% (2)	0,0% (0)	1,45	143
Nourriture servie à l'événement	<b>49,0% (70)</b>	47,6% (68)	3,5% (5)	0,0% (0)	1,55	143
<b>nombre de personnes ayant répondu à la question</b>						<b>143</b>
<b>nombre de personnes ayant sauté la question</b>						<b>0</b>

#### 14. Qu'avez-vous apprécié le plus de ce colloque ?

Nombre  
de  
réponses

70

nombre de personnes ayant répondu à la question

70

nombre de personnes ayant sauté la question

73

#### 15. Avez-vous des suggestions pour améliorer ce colloque ?

Nombre  
de  
réponses

38

nombre de personnes ayant répondu à la question

38

nombre de personnes ayant sauté la question

105

#### 16. Ajoutez ici tout commentaire supplémentaire concernant ce colloque ou vos idées pour les événements futurs.

Nombre  
de  
réponses

60

nombre de personnes ayant répondu à la question

60

nombre de personnes ayant sauté la question

83

## **Annexe 7 – Rapports de colloques**

## Liste des rapports de colloques

Régions de la Capitale Nationale et de Chaudière-Appalaches, le mardi 29 janvier 2013 .....	2
Région de la Mauricie et le Centre du Québec, le mardi, 12 février, 2013.....	4
Régions de la Montérégie et de Montréal, le mardi 19 février, 2013 .....	6
Régions des Laurentides, de Lanaudière et de Laval, le jeudi 21 février, 2013 .....	8
Région de L'Estrie, le mardi 26 février 2013 .....	11
Région de l'Outaouais, le jeudi 28 février 2013.....	13
Régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, lundi 18 mars 2013 .....	15
Région de la Côte-Nord, le mercredi 20 mars 2013.....	18
Régions du Saguenay, du Lac-Saint-Jean et du Nord-du-Québec, le jeudi 21 mars 2013.....	21
Régions de l'Abitibi-Témiscamingue, le mardi 26 mars 2013.....	24



# Tournée régionale 2013

Vers des solutions durables pour nos infrastructures municipales

Les besoins et les défis d'avenir

## Compte rendu sommaire

Régions de la Capitale Nationale et de Chaudière-Appalaches, le mardi 29 janvier 2013

Tenue à l'Hôtel Classique, 2815, boul Laurier, Québec, de 9 h à 16 h

### 1.0 Participation et provenance

Nombre d'inscriptions : **32**      Nombre de participants : **30**

RÉPARTITION DES PARTICIPANTS INSCRITS PAR TYPE D'ORGANISMES ET FONCTION

- Secteur municipal : **19**
  - Élus : 5
  - Direction générale : 5
  - Direction ingénierie ou technique : 5
  - Autres<sup>1</sup> : 4
- Secteur privé : **9**
- Autres (ministères, etc.) : **4**

RÉPARTITION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR MUNICIPAL<sup>2</sup>

- Petites municipalités (6 000 habitants et -) : **11**
- Moyennes et grandes municipalités : **8**
- MRC : **0**

### 2.0 Dérroulement du colloque

- a) Ouverture et survol sur ce qu'est le CERIU;
- b) Présentation des services offerts par le CERIU en mettant en relief le lien avec certains enjeux municipaux en ce qui a trait aux infrastructures;
- c) Présentation de la nouvelle vitrine électronique et interactive du CERIU;
- d) Période de consultation sur les besoins et les enjeux propres aux municipalités;
- e) Présentation de 3 projets réalisés par le CERIU;
- f) Présentation par Ouranos, sur la gestion des risques climatiques pour l'environnement bâti et période de questions;
- g) Cocktail réseautage.

### 3.0 Besoins et les enjeux propres aux municipalités

Cette section présente les principaux besoins et enjeux recensés pendant la période de consultation (point 2d)) ainsi qu'à travers les réponses aux sondages reçus en ligne.

<sup>1</sup> Ingénieur, inspecteur, conseiller en environnement, etc.

<sup>2</sup> À noter qu'on ne saurait faire corroborer le nombre de participants avec les chiffres qui figurent dans cette section puisque que certaines entités municipales ont délégué plus d'un représentant.

## -COLLOQUE DE QUÉBEC (SUITE)-

### THÈMES GÉNÉRAUX :

- Les données d'état ont été captées dans le processus de préparation du *Plan d'intervention* (MAMROT), et avons besoin d'outils pour le maintenir à jour et avoir un inventaire état et d'Interventions fiables;
- Avoir accès à des analyses, des études de cas documentées (conditions, besoins, hypothèses de départ, les écueils rencontrés, les opportunités, leçons apprises, critères de choix de projets novateurs ou nouvelles technologies).

### PETITES MUNICIPALITÉS :

- Ayant un personnel très restreint, les ressources humaines sont responsables de nombreux volets du service aux citoyens. Ils n'ont pas toujours l'expertise ou l'expérience nécessaires pour établir la pertinence ou faire l'évaluation de leurs besoins; ces éléments étant couramment confrontés aux recommandations reçues de firmes de services professionnels;
- Les élus ont à prendre des décisions éclairées et, pour se faire, ils n'ont pas de grilles décisionnelles pour les guider et ce, toujours dans un contexte de rareté de ressources;
- Ils ont besoins de devis types, notamment pour l'entretien des chemins en hiver;
- Ils aimeraient avoir un :
  - Guide pour interpréter et faire le suivi des déficiences des réseaux;
  - Guide de gestion des emprises publiques en regard des promoteurs et développeurs; et
  - Guide de la consultation publique avec un répertoire des avantages, des risques, des méthodes, des outils, etc; et
- Dans tous les cas, les intervenants souhaitent voir le CERIU agir comme service de première ligne en support aux petites municipalités afin d'assister celles-ci dans la détermination de leurs besoins ainsi que de préciser et valider les services et produits offerts par les consultants externes.

### MOYENNES ET GRANDES MUNICIPALITÉS :

- Comment s'assurer que les entreprises RTU n'endommagent pas nos infrastructures?;
- Développer et donner des formations pour les employés terrain (cols bleus) pour assurer la fluidité et la précision de l'information en provenance du terrain ce qui appert être essentiel à la planification des interventions d'entretien et de renouvellement;
- Outils de captation d'information et de communication (base de données centralisée) pour assurer une mémoire corporative et voir au transfert des données des intervenants sur le terrain vers ceux qui sont responsables de la planification.

## 4.0 Résultats du sondage de satisfaction des participants au colloque de Québec

TAUX DE RÉPONSE : 67 %

### FAITS SAILLANTS :

- ✓ 65% des répondants connaissent le CERIU;
- ✓ 70 % des repondants n'ont jamais assisté à INFRA;
- ✓ 100% des répondants ont fortement apprécié ou très apprécié l'ensemble des conférences;
- ✓ Le volet *Consultation sur les besoins et enjeux* a été le plus apprécié;
- ✓ Le volet sur *La gestion des risques climatiques* a été grandement apprécié.

## Compte rendu sommaire

**Région de la Mauricie et le Centre du Québec, le mardi, 12 février, 2013**

Tenue à l'Hôtel des Gouverneurs, 975, rue Hart, Trois-Rivières, de 9 h à 16 h

### 1.0 Participation et provenance

Nombre d'inscriptions : **26**      Nombre de participants présents : **23**

#### RÉPARTITION DES PARTICIPANTS INSCRITS PAR TYPE D'ORGANISMES

- Secteur municipal : **21**
  - Élus : 8
  - Direction générale : 4
  - Direction ingénierie ou technique : 3
  - Autres<sup>1</sup> : 6
- Secteur privé : **2**
- Autres (ministères, etc.) : **3**

#### RÉPARTITION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR MUNICIPAL<sup>2</sup>

- Petites municipalités (6 000 habitants et -) : **16**
- Moyennes et grandes municipalités : **4**
- MRC : **1**

### 2.0 Déroulement du colloque

- a) Ouverture et survol sur ce qu'est le CERIU;
- b) Présentation des services offerts par le CERIU en mettant en relief le lien avec certains enjeux municipaux en ce qui a trait aux infrastructures;
- c) Présentation de la nouvelle vitrine électronique et interactive du CERIU;
- d) Période de consultation sur les besoins et les enjeux propres aux municipalités;
- e) Présentation de 3 projets réalisés par le CERIU;
- f) Présentation par Ouranos, sur la gestion des risques climatiques pour l'environnement bâti et période de questions;
- g) Cocktail réseautage.

### 3.0 Besoins et les enjeux propres aux municipalités

Cette section présente les principaux besoins et enjeux recensés pendant la période de consultation (point 2d)) ainsi qu'à travers les réponses aux sondages reçus en ligne.

#### THÈMES GÉNÉRAUX :

- Questionnement sur les moyens à prendre pour réduire la consommation pour atteindre les objectifs liés à la *Stratégie québécoise d'eau potable*;

<sup>1</sup> Ingénieur, inspecteur, conseiller en environnement, etc.

<sup>2</sup> À noter qu'on ne saurait faire corroborer le nombre de participants avec les chiffres qui figurent dans cette section puisque que certaines entités municipales ont délégué plus d'un représentant.

## -COLLOQUE DE TROIS-RIVIÈRES (SUITE)-

- Avoir une base d'analyse pour les propositions de nouvelles technologies ou approches;
- Formations ciblées sur l'acquisition de données et leurs utilités destinées au personnel des travaux publics, aux élus et aux gestionnaires d'infrastructures, etc.

### PETITES MUNICIPALITÉS :

- Adapter les exigences du MAMROT aux ressources financières restreintes;
- Registres d'informations techniques sur les différents types de tuyau, les diamètres à utiliser;
- Besoin d'avoir un accès rapide et à faibles coûts à des ingénieurs fiables du CERIU pour répondre aux besoins techniques (service de première ligne dans le style « protégez-vous »);
- Besoin de formations pour des surveillants en régie de chantier de construction de chaussée;
- Avoir des outils d'aide à la décision pour choisir les dépenses d'entretien qui ont le plus d'impact sur la valeur de l'actif;
- Support dans les choix d'équipement pour les usines (production et épuration) lors du renouvellement pour optimiser les coûts initiaux et d'entretien; et
- Joindre des formations techniques ciblées à d'autres rendez-vous (colloque UMQ, FQM et autres associations) pour limiter les déplacements.

### MOYENNES ET GRANDES MUNICIPALITÉS :

- Quels sont les points clés à connaître pour optimiser le rendement énergétique dans nos stratégies de renouvellement : station de pompage, bâtiments municipaux, etc. ?
- Avoir du financement pour l'entretien préventif visant la préservation des actifs avant que l'on doive intervenir;
- Forum de partage des expériences positives vécues et écueils<sup>3</sup>;
- Identification des différentes tables de discussion sur les infrastructures; et
- Veille des faits saillants et nouveautés (technologiques, obligations réglementaires, etc.).

## 4.0 Résultats du sondage de satisfaction des participants au colloque de Trois-Rivières

TAUX DE RÉPONSE : 78 %

### FAITS SAILLANTS :

- ✓ 100 % des répondants ne connaissent pas le CERIU;
- ✓ 100 % des répondants ont apprécié l'ensemble des conférences;
- ✓ Le volet *Infrastructures municipales: maillon fort de la collectivité* a été le plus apprécié;
- ✓ Le volet sur La gestion des risques climatiques a été apprécié.

*Partenaires de la Tournée régionale du CERIU 2013*

Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire  
Québec 



<sup>3</sup> Déjà identifié à Québec.

## Compte rendu sommaire

**Régions de la Montérégie et de Montréal, le mardi 19 février, 2013**

Tenue à l'Hôtel Alt, 6500 boul De Rome, Brossard, Québec, de 9 h à 16 h

### 1.0 Participation et provenance

Nombre d'inscriptions : **52**    Nombre de participants : **49**

#### RÉPARTITION DES PARTICIPANTS INSCRITS PAR TYPE D'ORGANISMES ET FONCTION

○ Secteur municipal :	<b>42</b>	
Élus :		8
Direction générale :		8
Direction ingénierie ou technique :		5
Autres <sup>1</sup> :		21
▪ Secteur privé :	<b>8</b>	
▪ Autres (ministères, etc.) :	<b>2</b>	

#### RÉPARTITION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR MUNICIPAL EN FONCTION DU TYPE D'ENTITÉ<sup>2</sup>

○ Petites municipalités (6 000 habitants et -) :	<b>14</b>
○ Moyennes et grandes municipalités :	<b>28</b>
○ MRC :	<b>0</b>

### 2.0 Déroulement du colloque

Voir l'ordre du jour lequel est le même que dans les comptes rendus 1 et 2.

### 3.0 Besoins et les enjeux propres aux municipalités

Cette section présente les principaux besoins et enjeux recensés pendant la période de consultation ainsi qu'à travers les réponses aux sondages reçus en ligne.

#### THÈMES GÉNÉRAUX :

- Formation pour les employés terrain visant à offrir une meilleure compréhension de l'importance de capter les données d'inspections et d'interventions;
- Qualifier les avantages et inconvénients de diverses approches et technologies avec les impacts économiques globaux (achat et entretien); avoir des références et des exemples concrets; permettre au CERIU de devenir un *Protégez-vous des Infrastructures*;
- Faire des essais pilotes avec des stratégies de développement durable soutenues par de nouvelles technologies qui comportent des outils de suivi dans le temps de la performance et des modalités d'entretien;
- Comment intégrer les facteurs de risques liés aux changements climatiques de façon équilibrée (en termes d'analyse, de besoins réels et d'investissement) pour optimiser les investissements;
- L'entretien des bâtiments municipaux est négligé ce qui a pour effet d'accélérer la détérioration et d'augmenter les besoins de travaux majeurs;
- Les programmes de subventions favorisant les réseaux souterrains et les arénas font en sorte que les autres infrastructures sont négligées;
- Les décisions d'investissements en capital devraient être documentées sur le coût total pour la durée de vie de l'infrastructure pour que citoyens et élus puissent prendre des décisions éclairées.

<sup>1</sup> Ingénieur, inspecteur, conseiller en environnement, etc.

<sup>2</sup> À noter qu'on ne saurait faire corroborer le nombre de participants avec les chiffres qui figurent dans cette section puisque que certaines entités municipales ont délégué plus d'un représentant.

## -COLLOQUE DE BROSSARD (SUITE)-

### PETITES MUNICIPALITÉS :

- Les efforts et les énergies pour réaliser un plan d'intervention sont trop importants; il en découle un besoin de développer et avoir accès à des outils simples;
- L'entretien annuel des débitmètres représente des coûts majeurs et celui-ci a peu d'impact sur la baisse de consommation; les municipalités ont besoin d'argent pour l'entretien des conduites;
- La rigidité des programmes de subventions qui exigent des solutions « mur à mur » pousse les municipalités à ne pas s'en prévaloir et à remettre les problèmes à demain (pelleter par en avant);
- Ce qui est diffusé par le CERIU devrait être adapté, vulgarisé et mis à la disposition des petites municipalités;
- Les municipalités riveraines sont de plus en plus vulnérables aux effets des changements climatiques et elles se sentent laissées à elles-mêmes;
- Besoins d'outils pour analyser, soutenir et permettre aux municipalités de faire les bons choix quant aux services et produits offerts par les consultants externes. Ce service-conseil touche notamment les notions de responsabilités, les coûts d'achat et d'entretien et l'inventaire des technologies à la fine pointe en matière de réhabilitation;
- Les bâtiments ancestraux, qui sont souvent des patrimoines architecturaux légués aux municipalités, font souvent figure d'enfants pauvres pour lesquels les citoyens payeurs de taxes ne veulent pas payer afin de les rénover et réhabiliter.

### MOYENNES ET GRANDES MUNICIPALITÉS :

- Avoir des critères pour choisir une orientation de développement durable adaptée au contexte québécois (froid et dégel); développer une grille d'analyse en fonction des besoins distincts des municipalités;
- Développer une documentation neutre et factuelle préconisant les nouvelles approches disponibles (rétention d'eau, etc.) en fonction du *Guide sur la qualité des eaux* en y incluant notamment les risques, les coûts globaux, les impacts sur les modalités et exigences d'entretien ainsi que la formation aux employés, etc.;
- Comment faire un plan d'intervention qui soit dynamique, simple, lié aux activités terrain et qui soit un outil de gestion?;
- Fournir un outil permettant de connaître tous les aspects des différents volets d'un plan directeur d'économie d'eau, leurs critères de sélection, leurs avantages et leurs impacts sur la réduction de la consommation;
- Développer et offrir des formations pour les employés terrain (cols bleus) pour assurer la fluidité et la précision de l'information en provenance du terrain; une information qualifiée d'essentielle à la planification des interventions d'entretien et de renouvellement;
- L'entretien préventif, particulièrement les chaussées, devrait faire l'objet de subventions du MAMROT et cet entretien devrait être obligatoire;
- Réactualiser les *guides de colmatage de chaussées* et offrir de la formation aux surveillants;
- Développer une approche systémique de gestion, sur le cycle de vie global des actifs, visant la pérennité des infrastructures souterraines et les bâtiments municipaux;
- Constituer des tables d'échanges pour partager des expériences avec d'autres intervenants du milieu.

## 4.0 Résultats du sondage de satisfaction des participants au colloque de Brossard

TAUX DE RÉPONSE : 49 %

### FAITS SAILLANTS :

- ✓ Audience très active avec 65 % des répondants qui connaissent le CERIU mais seulement 34.8% qui ont déjà participé à INFRA;
- ✓ Le volet *La gestion des risques climatiques* a reçu le plus taux d'approbation en termes de pertinence;
- ✓ 95.7% des répondants ont fortement apprécié ou très apprécié l'ensemble des conférences;
- ✓ Plusieurs auraient aimé plus de temps, ou diviser les thèmes en ateliers, afin de pouvoir les examiner plus en profondeur.

**Compte rendu sommaire****Régions des Laurentides, de Lanaudière et de Laval, le jeudi 21 février, 2013**

Tenu à l'hôtel Best Western Plus, 420, rue Monseigneur Bourgeois, St-Jérôme, de 9 h à 16 h

**1.0 Participation et provenance**

Nombre d'inscriptions: **27**    Nombre de participants : **27**

**RÉPARTITION DES PARTICIPANTS INSCRITS PAR TYPE D'ORGANISMES ET FONCTION**

- Secteur municipal : **21**
  - ◆ Élus : 4
  - ◆ Direction générale : 6
  - ◆ Direction ingénierie ou technique : 5
  - ◆ Autres<sup>1</sup> : 6
- Secteur privé : **6**

**RÉPARTITION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR MUNICIPAL EN FONCTION DU TYPE D'ENTITÉ<sup>2</sup>**

- Petites municipalités (6000 habitants et -) : **13**
- Moyennes et grandes municipalités : **6**
- MRC : **2**

**2.0 Déroulement du colloque**

- Ouverture et survol sur ce qu'est le CERIU;
- Présentation des services du CERIU en mettant en relief certains enjeux municipaux en termes d'infrastructures;
- Présentation de la nouvelle vitrine électronique et interactive du CERIU;
- Période de consultation sur les défis et besoins des participants;
- Présentation de projets du CERIU;
- Présentation sur la gestion des risques climatiques pour l'environnement bâti;
- Période de questions et d'échanges en lien avec la présentation.

**3.0 Besoins et les enjeux propres aux municipalités**

Cette section présente les principaux besoins et enjeux recensés pendant la période de consultation ainsi qu'à travers les réponses aux sondages reçus en ligne.

**THÈMES GÉNÉRAUX :**

- Disposer d'information et de critères de choix comparables des techniques d'entretien et de réhabilitation des chaussées, ainsi que sur les procédés et matériaux, les plus adéquats selon le contexte;
- Comment identifier et choisir des solutions optimales, en regard des besoins exprimés des citoyens pour l'intégration harmonieuse des diverses fonctions de l'espace public?
- Information, expertise et accompagnement requis, devant les défis financiers, technologiques et de respect des nouvelles normes dans la gestion des surverses fortement impactée par les changements climatiques;
- Avoir un guide définissant la base d'analyse d'appréciation globale des propositions de stratégies/technologies nouvelles avec des rapports de suivi documentant dans le temps, les performances réelles versus proposées;

<sup>1</sup> Ingénieurs de projets, directeur des finances, conseiller professionnel en environnement, etc.

<sup>2</sup> À noter qu'on ne saurait corroborer le nombre de participants et les nombres qui figurent dans cette section, puisque certaines entités municipales ont délégué plus d'un participant.

#### PETITES MUNICIPALITÉS :

- Comment gérer les augmentations de débit des réseaux existants :
  - ◆ pour la demande en eau potable pour la consommation et la protection incendie;
  - ◆ pour le débit d'eaux usées et pluviales, issues de la densification urbaine et des changements climatiques, et ce, dans un contexte de rareté de ressources et d'expertise.
- Besoins de formation pour élus et gestionnaires sur le nouveau Guide d'élaboration d'un plan d'intervention avec les distinctions par rapport à la version antérieure;
- Formation sur les différents aspects à prendre en compte en vue de la conception et la réhabilitation de chaussées, et ce, en fonction de leur état, du type de trafic et d'usagers (écoliers, cyclistes, automobilistes, camionnages, passage et arrêt d'autobus artères commerciales, etc.) de la densité et du volume de circulation des véhicules, de trafic (poids et nombre) lié à l'état et la vie résiduelle;
- Information vulgarisée sur la signalisation routière (mesures d'atténuation et d'apaisement, carrefours giratoires), considérant que la documentation disponible s'adresse principalement aux concepteurs et peu aux autres acteurs qui sont régulièrement interpellés par cet enjeu;
- Information, guides, conseils et outils pour améliorer la prise de décision pour la gestion des bâtiments municipaux et patrimoniaux. Notamment, la priorisation de l'entretien et des renouvellements, l'intégration de critères d'efficacité énergétique tant pour les bâtiments que pour les équipements techniques qui s'y trouvent comme par exemple les stations de pompage;
- Guide d'information sur le dépistage, les correctifs possibles, les stratégies règlementaires pour éliminer les raccordements d'égouts croisés existants et futurs;
- Accès à des études menées dans des municipalités pour répondre à des problèmes liés aux différentes infrastructures, documentées de façon à servir de guide et de bases d'analyse et de critères de choix, afin de répondre aux enjeux de :
  - ◆ Rareté de l'offre de services professionnels, en régions plus éloignées ainsi que la difficulté d'évaluer voire confronter les recommandations et expertises en fonction de la gestion de l'entretien (disponibilités des matériaux, inventaire de pièces, expertise spécialisée d'opération, coûts d'investissement versus d'entretien et opération, etc.);
  - ◆ Le fait qu'il est onéreux de toujours devoir recourir à des services professionnels d'ingénierie, dont les dépenses associées sont très élevées par rapport aux dépenses pour la réalisation des travaux;
  - ◆ Les changements des exigences et normes applicables dans le temps, qui rendent les études réalisées caduques et inutilisables.
- *Le qui quoi combien* d'un élu éclairé;
- Guide à jour détaillant concrètement les critères, obligations, et responsabilités associés sur l'ensemble des programmes d'aide et de subventions des différents paliers et ministères gouvernementaux;
- Information et expertise technique pour l'évaluation d'état structural et de conformité aux normes pour l'entretien et la réfection des barrages (privés et publics que l'on retrouve sur les différents plans d'eau : lacs, rivières, etc.)
- Renforcer la recherche afin que soient développés des procédés, des méthodes, des stratégies d'analyse de la qualité des sources d'eau (nappes phréatiques et plans d'eau) et d'identification des contaminants pour garantir la conformité de la qualité de l'eau qui sera produite par l'usine projetée.
- Mettre en place des moyens de contrôle des processus, afin d'apprendre des expériences vécues et d'apporter des correctifs pour ne pas répéter ces erreurs (voir détail de l'enjeu)<sup>3</sup>

#### **4.0 Résultats du sondage de satisfaction des participants au colloque du 21 février 2013**

TAUX DE RÉPONSE : 44 %

##### FAITS SAILLANTS :

- ✓ 83 % des répondants ne connaissent pas le CERIU;
- ✓ Ceux qui connaissent le CERIU le connaissent par le Congrès INFRA, non par les publications;
- ✓ La majorité des répondants ont très apprécié le volet de consultation sur les besoins en infrastructures;
- ✓ Les présentations sur les changements climatiques ont été très appréciées et le sujet très pertinent.

<sup>3</sup> La municipalité de La Conception se retrouve avec une usine de production, sans certificat de conformité, les citoyens doivent acheter de l'eau en bouteille. La nappe d'eau, à la prise, contient un polluant, non détecté malgré les nombreux tests d'analyses de qualité, lors de l'étude de faisabilité. Un événement similaire a également été vécu récemment dans une municipalité avoisinante, où suite à des plaintes d'odeurs, des analyses de qualité ont démontré la présence de contaminants à la source.



#### Compte rendu sommaire

#### Région de L'Estrie, le mardi 26 février 2013

Tenu à l'hôtel Delta, 2685, rue King Ouest, Sherbrooke, de 9 h à 16 h

### 1.0 Participation et provenance

Nombre d'inscriptions: **28**    Nombre de participants : **24**

#### RÉPARTITION DES PARTICIPANTS INSCRITS PAR TYPE D'ORGANISMES ET FONCTION

- Secteur municipal : **26**
  - ◆ Élus : 8
  - ◆ Direction générale : 10
  - ◆ Direction ingénierie ou technique : 1
  - ◆ Autres<sup>1</sup> : 7
- Secteur privé : **2**

#### RÉPARTITION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR MUNICIPAL EN FONCTION DU TYPE D'ENTITÉ<sup>2</sup>

- Petites municipalités (6000 habitants et -) : **20**
- Moyennes et grandes municipalités : **5**
- MRC : **1**

### 2.0 Déroulement du colloque

- Ouverture et survol sur ce qu'est le CERIU;
- Présentation des services du CERIU en mettant en relief certains enjeux municipaux en termes d'infrastructures;
- Présentation de la nouvelle vitrine électronique et interactive du CERIU;
- Période de consultation sur les défis et besoins des participants;
- Présentation de projets du CERIU;
- Présentation sur la gestion des risques climatiques pour l'environnement bâti;
- Période de questions et d'échanges en lien avec la présentation.

### 3.0 Besoins et les enjeux propres aux municipalités

Cette section présente les principaux besoins et enjeux recensés durant la période de consultation ainsi qu'à travers les réponses aux sondages reçus en ligne.

#### THÈMES GÉNÉRAUX :

- Avoir accès de façon efficace à l'ensemble de l'offre de formation des partenaires du milieu en matière de gestion des infrastructures municipales;
- Avoir occasionnellement (environ 2 fois l'an) des colloques d'échanges et partages des faits saillants des infrastructures municipales en régions, près de nous géographiquement et permettant de faire du réseautage;

<sup>1</sup> Ingénieur, ingénieur de projets en ingénierie, chef de la Division des infrastructures de transport et construction, directeurs.

<sup>2</sup> À noter qu'on ne saurait corroborer le nombre de participants et les nombres qui figurent dans cette section, puisque certaines entités municipales ont délégué plus d'un participant.

- Guide et support technique sur le marquage de chaussées;
- Veille technologique visant à documenter les nouvelles approches technologiques pour connaître le coût global d'une infrastructure pour sa durée de vie, les coûts d'entretien et d'investissement, les avantages et les risques, etc.

**PETITES MUNICIPALITÉS :**

- Formation sur l'application et la portée des nouvelles dispositions législatives sur l'estimation du coût des travaux, réalisé par des firmes de génie-conseil associées à des compagnies de construction dans des marchés plus éloignés, où il y a très peu de soumissionnaires;
- Plusieurs bâtiments municipaux à caractère patrimonial et historique ont été conçus au départ, pour d'autres usages, et selon des normes totalement inefficaces en matière d'économie d'énergie. Comment dans un contexte de rareté de ressource, protéger le patrimoine et optimiser les coûts? Le bassin de citoyens est restreint, donc fortement affecté par l'augmentation des dépenses municipales;
- Besoins d'avoir accès à des capsules d'information synthétisée et des formations ciblées sur les réalités rurales (sans réseau d'aqueduc, ni d'égout) et l'information sur les programmes de subvention en élaboration;
- Avantage et inconvénients des diverses approches de ralentissement de circulation (*traffic calming*), autre que les dos-d'âne, dans les centres-villes traversés par une route de transit;
- Études de cas documentant les avantages et inconvénients à moyen terme de l'utilisation d'abats poussières versus du pavage économique dans un souci de préserver la qualité des nombreux lacs en régions;
- Outils pour identifier et connaître les coûts d'entretien des chaussées (représentent la plus grande portion des budgets d'entretien des petites municipalités);
- Catalogue colligeant l'information, les coordonnées des utilisateurs, les offres de service en matière de fournitures d'équipements, de technologies de traitement, de procédés, de produits pour l'opération, le renouvellement, la réparation d'équipements pour les usines d'épuration et les stations de pompage d'eaux usées;
- Guide présentant une grille de critères d'analyses en fonction de contexte ciblé, les choix de procédés de traitement des eaux usées;
- Information sur les avantages et inconvénients financiers, environnementaux, de gestion des résidus, de l'utilisation de saumure, de résidus d'abrasifs, dans un contexte de route en gravier entretenue avec de l'abat poussières;
- Assistance pour expliquer la portée technique de projets municipaux aux citoyens;
- Capsules vidéos sur le Web présentant des nouvelles technologies;
- Guide d'aménagement du tracé des rues dans des centres-villes émergents;
- Formation technique adaptée aux élus dans le but d'optimiser leurs prises de décision;
- Invitation formelle à venir présenter la gamme des services du CERIU au congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ).

**4.0 Résultats du sondage de satisfaction des participants au colloque du 26 février 2013**

TAUX DE RÉPONSE : 21%

**FAITS SAILLANTS :**

- ✓ 80% des répondants sont des élus;
- ✓ Aucun répondant ne connaissait le CERIU;
- ✓ 80% des répondants ont trouvé très pertinent le sujet du volet sur la gestion des risques climatiques;
- ✓ La partie sur les changements climatiques a été la plus appréciée du colloque par plusieurs répondants.

Tenu à l'hôtel Ramada Plaza, 75, rue d'Edmonton, Gatineau, de 9 h à 16 h

### 1.0 Participation et provenance

Nombre d'inscriptions : **16** Nombre de participants : **14**

#### RÉPARTITION DES PARTICIPANTS INSCRITS PAR TYPE D'ORGANISMES ET FONCTION

- Secteur municipal : **10**
  - ◆ Élus : 2
  - ◆ Direction générale : 2
  - ◆ Direction ingénierie ou technique : 1
  - ◆ Autres<sup>1</sup> : 5
- Secteur privé : **4**
- Autres<sup>2</sup> : **2**

#### RÉPARTITION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR MUNICIPAL EN FONCTION DU TYPE D'ENTITÉ<sup>3</sup>

- Petites municipalités (6000 habitants et -) : **4**
- Moyennes et grandes municipalités : **6**
- MRC : **0**

### 2.0 Déroulement du colloque

- Ouverture et survol sur ce qu'est le CERIU;
- Présentation des services du CERIU en mettant en relief certains enjeux municipaux en termes d'infrastructures;
- Présentation de la nouvelle vitrine électronique et interactive du CERIU;
- Période de consultation sur les défis et besoins des participants;
- Présentation de projets du CERIU;
- Présentation sur la gestion des risques climatiques pour l'environnement bâti;
- Période de questions et d'échanges en lien avec la présentation.

### 3.0 Besoins et les enjeux propres aux municipalités

Cette section présente les principaux besoins et enjeux recensés durant la période de consultation ainsi qu'à travers les réponses aux sondages reçus en ligne.

#### THÈMES GÉNÉRAUX :

- Information sur des études de cas, des analyses coûts/bénéfices sur la conversion d'éclairage en diodes électroluminescentes (DEL), y incluant l'achat, l'entretien, la qualité et l'efficacité de l'éclairage, les économies réelles d'énergie, etc.;
- Outils et stratégies pour évaluer et améliorer les retours sur investissement;
- Que le CERIU soit une courroie de transmission dynamique des enjeux communs et des expertises développées dans les municipalités, auprès des différents organismes tels que la FCM, l'UMQ, la FQM, ainsi que les différentes associations regroupant les gestionnaires et acteurs municipaux;
- Faire un suivi des initiatives et projets pilotes des grandes municipalités en y incorporant un cadre descriptif permettant d'établir des comparables aux lecteurs afin d'être en mesure de faire un suivi de performance dans le temps<sup>4</sup>;

1 Chef de division Planification infrastructures, coordonnateurs RTU et des plans directeurs, inspecteur municipal en voirie, etc.

2 Fonds municipal vert, Infrastructure Canada

3 Noter qu'on ne saurait corroborer le nombre de participants et les nombres qui figurent dans cette section, puisque certaines entités municipales ont délégué plus d'un participant.

- Développer en collaboration avec les municipalités, une base de données du suivi des interventions d'entretien pour l'ensemble des infrastructures municipales (réseaux<sup>5</sup> et bâtiments<sup>6</sup>) intégré dans un système de planification d'entretien (PEP) qui permettrait de connaître et suivre les coûts, les bénéfices et les valeurs résiduelles réelles. Documenter ces résultats afin (1) d'optimiser les choix d'investissement initiaux et améliorer la pérennité des actifs qui est actuellement sous les valeurs cibles et (2) diffuser les résultats pour sensibiliser les instances aux impacts de l'entretien, influencer l'adaptation des programmes de subventions pour soutenir ces initiatives;
- Établir une bibliothèque de références normalisées<sup>7</sup>, produites par les grandes municipalités et les rendre disponibles aux autres;
- Établir un carrefour pour capter et diffuser les initiatives des associations, institutions et regroupements qui œuvrent dans le domaine des actifs municipaux<sup>8</sup> ;
- Comment intégrer les risques liés aux changements climatiques et choisir et intégrer les solutions dans les projets?
- Instaurer, promouvoir et alimenter un réseautage formel, permettant de créer des liens entre les gestionnaires et les organisations ayant vécu ou faisant face à des problématiques communes;
- L'entrée en vigueur de la modification de la *Loi sur la Santé et Sécurité des travailleurs*, entraîne pour les municipalités, de nouvelles obligations lourdes de conséquences puisqu'elles ont un très grand nombre de leurs bâtiments<sup>9</sup> visés par cette obligation. Elles ont peu d'expertises en cette matière, et le marché sera rapidement influencé, par ce changement de l'offre et de la demande. Considérant cette réalité, il est souhaité d'avoir accès à un réseau, à des études de cas et à des conseils issus des expériences vécues par d'autres acteurs du milieu;

#### PETITES MUNICIPALITÉS :

- Veille et diffusion vulgarisée des initiatives des grandes municipalités<sup>10</sup>;
- Outils d'analyse permettant d'identifier les impacts financiers à courts et moyens termes, des développements de promoteurs (entretiens des réseaux, débit d'incendies, bassins de rétention, etc.)
- Outils et formations pour faire la surveillance des chantiers faits par des promoteurs et qui souvent enterrent les problèmes, dans un contexte de grands territoires et peu de personnel;
- Connaissance des coûts totaux d'un projet de nouveau bâtiment<sup>11</sup> (investissement, entretien et opération);
- Manque important d'expertise interne pour valider les choix d'équipements (station de pompage, etc.)
- Invitation pour que le CERIU se fasse connaître auprès des élus et directeurs généraux des petites municipalités.

#### 4.0 Résultats du sondage de satisfaction des participants au colloque du 28 février 2013

TAUX DE RÉPONSE : 50%

##### FAITS SAILLANTS :

- ✓ Plus de la moitié des répondants connaissaient le CERIU;
- ✓ 75% d'entre eux ont déjà consulté les publications;
- ✓ 100 % des répondants ont apprécié l'ensemble des conférences;
- ✓ Il a été suggéré d'avoir davantage d'études de cas et de faire un suivi avec des présentations plus précises.

*Partenaires des Tournées régionales du CERIU, 2013*

Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire  
Québec



4 Les grandes villes font des projets pilotes avec des objectifs très précis, lorsque ceux-ci sont complétés, il n'y a pas de rapport de suivi dans le temps, ce qui pourrait permettre à des municipalités plus petites d'avoir des informations pertinentes pour faire leurs choix.

5 Aqueducs, égouts, éclairages, équipements de parcs et terrains de jeux, feux de circulation, etc.

6 Techniques, administratifs, de services, chalets de parcs, et autres).

7 Ex : dessins d'ateliers normalisés d'éclairage de rues standards, caserne incendie 2 portes standards, etc.

8 Voir notes 5 et 6, précédentes

9 Ibid 6

10 Ex : aménagement des chaussées urbaines à multi usages (pistes cyclables, sentiers multifonctionnels, etc.);

11 Une participante a mentionné que sa municipalité avait eu une subvention importante pour construire un centre sportif, mais que celle-ci n'était pas en mesure avec les taux de taxes de faire l'entretien et payer pour les ressources pour opérer.



# Tournée régionale 2013

Vers des solutions durables pour nos infrastructures municipales

Les besoins et les défis d'avenir

## Compte rendu sommaire

Régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, lundi 18 mars 2013

Tenue à l'Hôtel Gouverneur, 155, boul. René-Lepage Est, Rimouski, Québec, de 9 h à 16 h

### 1.0 Participation et provenance

Nombre d'inscriptions : **38**      Nombre de participants : **30**

RÉPARTITION DES PARTICIPANTS INSCRITS PAR TYPE D'ORGANISMES ET FONCTION

- Secteur municipal : **34**
  - Élus : 14
  - Direction générale : 7
  - Direction ingénierie ou technique : 6
  - Autres<sup>1</sup> : 7
- Secteur privé : **3**
- Autres<sup>2</sup> : **1**

RÉPARTITION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR MUNICIPAL<sup>3</sup>

- Petites municipalités (6000 habitants et -) : **7**
- Moyennes et grandes municipalités : **22**
- MRC : **5**

### 2.0 Dérroulement du colloque

- a) Ouverture et survol sur ce qu'est le CERIU;
- b) Présentation des services offerts par le CERIU en mettant en relief le lien avec certains enjeux municipaux en ce qui a trait aux infrastructures;
- c) Présentation de la nouvelle vitrine électronique et interactive du CERIU;
- d) Période de consultation sur les besoins et les enjeux propres aux municipalités;
- e) Présentation de 3 projets réalisés par le CERIU;
- f) Présentation par Ouranos, sur la gestion des risques climatiques pour l'environnement bâti et période de questions;

### 3.0 Besoins et les enjeux propres aux municipalités

Cette section présente les principaux besoins et enjeux recensés pendant la période de consultation (point 2d)) ainsi qu'à travers les réponses aux sondages reçus en ligne.

<sup>1</sup> Inspecteur en bâtiments, contremaître, responsable aménagement et urbanisme.

<sup>2</sup> Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGQ).

<sup>3</sup> À noter qu'on ne saurait faire corroborer le nombre de participants avec les chiffres qui figurent dans cette section puisque certaines entités municipales ont délégué plus d'un représentant.

## -COLLOQUE DE RIMOUSKI (SUITE)-

### THÈMES GÉNÉRAUX :

- Établir le fardeau des municipalités quant aux exigences à répondre dans les diverses facettes de la gestion des infrastructures, principe de liste de contrôle (*checklist*) des travaux à réaliser, des formulaires à remplir, des études à réaliser;
- Avoir accès à des analyses, des études de cas documentées (conditions, besoins, hypothèses de départ, les écueils rencontrés, les opportunités, leçons apprises, critères de choix de projets novateurs ou nouvelles technologies).

### PETITES MUNICIPALITÉS :

- Les gestionnaires ont besoin d'accompagnement pour réaliser l'inventaire et le diagnostic des chaussées puisqu'il s'agit d'une exigence du plan d'intervention des infrastructures routières locales du MTQ et du plan d'intervention révisé;
- L'expertise et la documentation développée par le CERIU est méconnue dans les petites municipalités. Les intervenants ont été étonnés d'apprendre tout ce qui a été fait et souhaiteraient que le CERIU soit plus présent aux congrès des associations municipales des élus et des directeurs généraux;
- Les petites municipalités dénoncent l'application des règles et des exigences à toutes les municipalités sans considération des réalités régionales et des ressources limitées (techniques et financières), notamment celles relatives à la stratégie d'économie d'eau potable. Ils réclament une modulation des règles et exigences en fonction de la capacité des municipalités et d'une évaluation de rentabilité (efforts et ressources financières déployés vs bénéfices engendrés);
- Les pratiques d'entretien dans les petites municipalités semblent déficientes. Des sommes considérables sont investies pour construire et rénover les infrastructures, mais très peu est fait pour assurer l'entretien, l'opération et le suivi de ces équipements.
- Les petites municipalités vivent des situations où le manque de ressources crée un risque important et une pression supérieure sur le personnel de la municipalité, souvent non technique. C'est le cas où la municipalité doit agir en tant que maître d'œuvre de travaux lorsqu'on réalise des travaux d'infrastructures souterraines installées sous une chaussée du MTQ. La municipalité devient alors maître d'œuvre des travaux du MTQ;
- Les intervenants souhaitent voir le CERIU agir comme service de première ligne en support aux petites municipalités afin d'assister celles-ci dans la détermination de leurs besoins ainsi que de préciser et valider les services et produits offerts par les consultants externes.

### MOYENNES ET GRANDES MUNICIPALITÉS :

- La diffusion des connaissances devrait couvrir, entre autre, les travaux des Conseils permanents du CERIU. Le format de webzine est à privilégier;
- Le CERIU devrait inciter les institutions d'enseignement et de recherche à partager leurs recherches. Il semble que les résultats de recherches ne soient pas diffusés à un auditoire municipal pourtant intéressé;
- Les sujets qui reviennent souvent pour lesquels les gens voudraient plus de précision et de documentation (guide) sont les suivants : érosion des berges, stratégie canadienne des débordements, plan d'intervention des équipements de procédés, plan d'intervention des bâtiments, comparatif des coûts des travaux;
- Les intervenants souhaitent que le CERIU puisse rassembler les informations portant sur les infrastructures pour présenter une synthèse des actualités dans le domaine, plutôt que de consulter la multitude des sites des organismes (MAMROT, MTQ, AQTR, FCM, etc.). Un portail central de toute l'information;

#### 4.0 Résultats du sondage de satisfaction des participants au colloque de Rimouski

TAUX DE RÉPONSE : 60 %

FAITS SAILLANTS :

- ✓ Seulement 11% des répondants, deux d'entre eux, ont déjà participé au congrès INFRA;
- ✓ Un peu plus de 60% des repondants ne connaissaient pas le CERIU;
- ✓ Plus de la moitié de ceux qui connaissaient le CERIU ont déjà demandé des publications;
- ✓ Les volets sur les changements climatiques ont été grandement apprécié;
- ✓ La première partie de la journée a été jugée trop lourde ou inadaptée à la région.

*Partenaires de la Tournée régionale du CERIU 2013*

Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire  
Québec 



**Compte rendu sommaire**  
**Région de la Côte-Nord, le mercredi 20 mars 2013**

Tenue à l'Hôtel Le Manoir, 8, avenue Cabot, Baie-Comeau, Québec, de 9 h à 16 h

**1.0 Participation et provenance**

Nombre d'inscriptions : **20**      Nombre de participants : **16**

RÉPARTITION DES PARTICIPANTS INSCRITS PAR TYPE D'ORGANISMES ET FONCTION

- Secteur municipal : **12**
  - Élus : 3
  - Direction générale : 4
  - Direction ingénierie ou technique : 4
  - Autres<sup>1</sup> : 1
- Secteur privé : **5**
- Autres<sup>2</sup> : **3**

RÉPARTITION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR MUNICIPAL<sup>3</sup>

- Petites municipalités (6000 habitants et -) : **8**
- Moyennes et grandes municipalités : **4**
- MRC : **0**

**2.0 Déroulement du colloque**

- a) Ouverture et survol sur ce qu'est le CERIU;
- b) Présentation des services offerts par le CERIU en mettant en relief le lien avec certains enjeux municipaux en ce qui a trait aux infrastructures;
- c) Présentation de la nouvelle vitrine électronique et interactive du CERIU;
- d) Période de consultation sur les besoins et les enjeux propres aux municipalités;
- e) Présentation de 3 projets réalisés par le CERIU;
- f) Présentation par Ouranos, sur la gestion des risques climatiques pour l'environnement bâti et période de questions;

**3.0 Besoins et les enjeux propres aux municipalités**

Cette section présente les principaux besoins et enjeux recensés pendant la période de consultation (point 2d)) ainsi qu'à travers les réponses aux sondages reçus en ligne.

<sup>1</sup> Inspecteur en bâtiment.

<sup>2</sup> CEGEP de Baie-Comeau, MAMROT.

<sup>3</sup> À noter qu'on ne saurait faire corroborer le nombre de participants avec les chiffres qui figurent dans cette section puisque certaines entités municipales ont délégué plus d'un représentant.

## -COLLOQUE DE BAIE-COMEAU (SUITE)-

### THÈMES GÉNÉRAUX :

- Les conditions nordiques est un sujet qui n'est pas abordé, sur lequel il y a un intérêt très important dans la région;
- L'éloignement de la région par rapport au CERIU engendre énormément de problématique d'accès à la documentation et à la formation;
- Une préoccupation particulière quant à la continuité de la connaissance dans un milieu où la main-d'œuvre est en constante rotation (Plan Nord) fait en sorte que les municipalités recherchent un outil pour conserver la connaissance (données) des infrastructures à l'interne;

### PETITES MUNICIPALITÉS :

- Il y a un intérêt à ce que le CERIU offre un service du type « Question à un expert » pour les petites municipalités qui n'ont pas de personnel technique à l'interne et qui sont en présence d'un faible nombre de consultants dans la région;
- L'expertise et la documentation développée par le CERIU est méconnue dans les petites municipalités. Les intervenants ont été étonnés d'apprendre tout ce qui a été fait et souhaiteraient que le CERIU soit plus présent aux congrès des associations municipales des élus et des directeurs généraux;
- Les publications de l'InfraGuide sont d'intérêt pour les petites municipalités;
- Il y a un besoin de documenter les pratiques d'entretien. Les petites municipalités aimeraient avoir accès à des documents qui sont consultables par les équipes de travaux publics;
- La problématique du renouvellement des équipements de procédés engendre un besoin d'assistance pour mieux connaître l'état des équipements et planifier le remplacement. Il est plus facile de justifier actuellement le remplacement d'un équipement brisé qu'un équipement qui a une performance déficiente;

### MOYENNES ET GRANDES MUNICIPALITÉS :

- Le manque de compétition entre les entrepreneurs dans les régions éloignées engendre des écarts importants dans les coûts de travaux. Un besoin de compiler les coûts par région permettrait de préciser la nature des coûts et de justifier les écarts dans certains cas;
- Un ajustement des règles d'octroi d'aide financière devrait être appliqué. Un exemple de cette injustice est le programme PRECO qui remettait un montant fixe par mètre linéaire de conduite à remplacer indépendamment de la région alors que le coût de remplacement d'une conduite dans la région de la Côte-Nord est souvent le double, par rapport au Québec méridional;
- La révision du Guide et du plan d'intervention est une préoccupation pour les municipalités; quel sera l'impact sur sa réalisation, y a-t-il des outils disponibles pour accompagner les municipalités, y aura-t-il une formation sur le sujet?
- Comment on peut convertir les données des inspections d'égouts d'un standard précédent vers le PACP?
- Les municipalités sont rendues à élaborer un plan d'intervention de leurs actifs immobiliers municipaux;
- Il y a également un intérêt à répéter une visite dans la région.

#### 4.0 Résultats du sondage de satisfaction des participants au colloque de Baie-Comeau

TAUX DE RÉPONSE : 81%

FAITS SAILLANTS :

- ✓ La moitié des répondants connaissaient le CERIU;
- ✓ Plus de la moitié de ceux-ci ont déjà demandé des publications;
- ✓ Aucun des participants n'a déjà assisté au congrès INFRA;
- ✓ L'ensemble des présentations ont été appréciées;
- ✓ Certains participants auraient aimé avoir plus de références et d'outils.

*Partenaires de la Tournée régionale du CERIU 2013*

Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire  
Québec 



## Compte rendu sommaire

Régions du Saguenay, du Lac-Saint-Jean et du Nord-du-Québec, le jeudi 21 mars 2013

---

Tenue à l'Hôtel Le Montagnais, 1080, boul. Talbot, Saguenay, Québec, de 9 h à 16 h

### 1.0 Participation et provenance

Nombre d'inscriptions : **26**      Nombre de participants : **24**

#### RÉPARTITION DES PARTICIPANTS INSCRITS PAR TYPE D'ORGANISMES ET FONCTION

- Secteur municipal : **20**
  - Élus : 1
  - Direction générale : 3
  - Direction ingénierie ou technique : 4
  - Autres<sup>1</sup> : 12
- Secteur privé : **4**
- Autres<sup>2</sup> : **2**

#### RÉPARTITION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR MUNICIPAL<sup>3</sup>

- Petites municipalités (6000 habitants et -) : **7**
- Moyennes et grandes municipalités : **10**
- MRC : **3**

### 2.0 Déroulement du colloque

- a) Ouverture et survol sur ce qu'est le CERIU;
- b) Présentation des services offerts par le CERIU en mettant en relief le lien avec certains enjeux municipaux en ce qui a trait aux infrastructures;
- c) Présentation de la nouvelle vitrine électronique et interactive du CERIU;
- d) Période de consultation sur les besoins et les enjeux propres aux municipalités;
- e) Présentation de 3 projets réalisés par le CERIU;
- f) Présentation par Ouranos, sur la gestion des risques climatiques pour l'environnement bâti et période de questions;

### 3.0 Besoins et les enjeux propres aux municipalités

Cette section présente les principaux besoins et enjeux recensés pendant la période de consultation (point 2d) ainsi qu'à travers les réponses aux sondages reçus en ligne.

<sup>1</sup> Journalier, chargés de projet, fonctionnaire municipal, etc.

<sup>2</sup> Ministère de la Culture et des Communications.

<sup>3</sup> À noter qu'on ne saurait faire corroborer le nombre de participants avec les chiffres qui figurent dans cette section puisque certaines entités municipales ont délégué plus d'un représentant.

**THÈMES GÉNÉRAUX :**

- Les conditions nordiques est un sujet qui n'est pas abordé, sur lequel il y a un intérêt très important dans la région;
- L'éloignement de la région par rapport au CERIU engendre énormément de problématiques d'accès à la documentation et à la formation;
- Les interventions des ministères face à la gestion des eaux pluviales ne tiennent pas des propos uniformes et cohérents. Les multiples intervenants ont des positions différentes ce qui rend complexe le cheminement d'un dossier. Le manque de clarté dans la position du ministère et des écarts importants dans les directives énoncées accentuent la confusion;

**PETITES MUNICIPALITÉS :**

- Dans la région, la gestion des eaux pluviales semble être d'un très grand intérêt. Les formations portant sur la gestion des eaux pluviales sont trop techniques, mais il y a un intérêt à recevoir de la formation pour informer des exigences auxquelles les organisations municipales devront se conformer;
- Les municipalités sont rendues à élaborer un plan d'intervention de leurs actifs immobiliers municipaux, surtout d'avoir une méthode uniforme pour évaluer les besoins d'intervention et pour évaluer l'état. L'expérience des commissions scolaires et des CÉGEPs pourrait être partagée;
- L'état des équipements de procédés (postes de pompage, poste de surpresseurs) est préoccupant, datant d'il y a 30 ans. Il devient pressant d'élaborer un plan de d'intervention à cet égard, un guide de type liste de contrôle (*checklist*) pour les équipements pour assister les gestionnaires. Il faut noter également l'évolution des technologies et des normes;
- Il serait pertinent d'informer les municipalités sur les techniques existantes pour inclure des matériaux recyclés dans le pavage;
- Ayant un personnel très restreint, les ressources humaines sont responsables de nombreux volets du service aux citoyens. Ils n'ont pas toujours l'expertise ou l'expérience nécessaires pour établir la pertinence ou faire l'évaluation de leurs besoins; ces éléments étant couramment confrontés aux recommandations reçues de firmes de services professionnels;
- Les intervenants souhaitent voir le CERIU agir comme service de première ligne en support aux petites municipalités afin d'assister celles-ci dans la détermination de leurs besoins ainsi que dans la comparaison des coûts de construction et des techniques utilisées.

**MOYENNES ET GRANDES MUNICIPALITÉS :**

- Les grandes villes paient des cotisations importantes au CERIU et ne semblent pas recevoir leur juste part en retour. Ils n'ont pas un accès privilégié aux documents produits par le le CERIU. De plus, il semble y avoir de la confusion sur le prix de certains documents subventionnés par le MAMROT alors que d'autres sont vendus à un prix élevé. Il est demandé d'aviser les villes des privilèges de l'inscription au CERIU;
- La distance est un frein à recevoir de l'information sur les activités des conseils permanents. Les villes semblent ne pas avoir été consultés pour des exercices tel que la révision du guide du plan d'intervention. Il y a pourtant un intérêt à soumettre des commentaires;
- Il serait intéressant que le CERIU agisse en tant qu'intermédiaire entre le monde de la recherche et les municipalités, pour garantir un transfert des connaissances acquises lors de projets de recherche;
- Il existe une disparité importante au niveau de la formation (niveau technique vs niveau généraliste). Il devient difficile de donner de la formation à tous pour avoir un nombre suffisant. Proposition de formation via le web (exemples pratiques) pour ne pas se déplacer. Difficile pour les régions. Les coûts restreignent le nombre de personnes qui peuvent assister par déplacement;
- La nouvelle réalité de la comptabilité municipale fait en sorte qu'il est requis de développer un portrait financier de l'ensemble des infrastructures (usines, bâtiments, etc.);
- Des besoins ont été identifiés quant à l'entretien des infrastructures :
  - les procédures relatives aux espaces clos;
  - établir la rentabilité de l'entretien comparativement au remplacement des infrastructures;
- Les travaux du conseil permanent RTU sont d'un intérêt particulier, relativement au partage de coûts pour les services d'utilités publiques;
- Il serait intéressant de partager les expériences de travaux de développement durable.

#### 4.0 Résultats du sondage de satisfaction des participants au colloque de Saguenay

TAUX DE RÉPONSE : 75%

FAITS SAILLANTS :

- ✓ Plus de la moitié des répondants connaissaient le CERIU;
- ✓ 70 % de ceux-ci ont déjà consulté ou demandé des publications;
- ✓ Seulement 17% des répondants ont déjà participé au congrès INFRA;
- ✓ Le colloque a été apprécié dans son ensemble;
- ✓ Le volet *Consultation sur les besoins et enjeux* a été le plus apprécié, mais l'interaction lors de la discussion aurait pu être améliorée selon les participants.

*Partenaires de la Tournée régionale du CERIU 2013*

Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire  
Québec 



## Compte rendu sommaire Régions de l'Abitibi-Témiscamingue, le mardi 26 mars 2013

Tenue à l'Hôtel Gouverneur Le Noranda, 41, 6<sup>e</sup> rue, Rouyn-Noranda, Québec, de 9 h à 16 h

### 1.0 Participation et provenance

Nombre d'inscriptions : **20**      Nombre de participants : **19**

#### RÉPARTITION DES PARTICIPANTS INSCRITS PAR TYPE D'ORGANISMES ET FONCTION

- Secteur municipal : **14**
  - Élus : 2
  - Direction générale : 5
  - Direction ingénierie ou technique : 3
  - Autres<sup>1</sup> : 4
- Secteur privé : **5**
- Autres<sup>2</sup> : **1**

#### RÉPARTITION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR MUNICIPAL<sup>3</sup>

- Petites municipalités (6000 habitants et -) : **10**
- Moyennes et grandes municipalités : **3**
- MRC : **1**

### 2.0 Déroulement du colloque

- a) Ouverture et survol sur ce qu'est le CERIU;
- b) Présentation des services offerts par le CERIU en mettant en relief le lien avec certains enjeux municipaux en ce qui a trait aux infrastructures;
- c) Présentation de la nouvelle vitrine électronique et interactive du CERIU;
- d) Période de consultation sur les besoins et les enjeux propres aux municipalités;
- e) Présentation de 3 projets réalisés par le CERIU;
- f) Présentation par Ouranos, sur la gestion des risques climatiques pour l'environnement bâti et période de questions;

### 3.0 Besoins et les enjeux propres aux municipalités

Cette section présente les principaux besoins et enjeux recensés pendant la période de consultation (point 2d)) ainsi qu'à travers les réponses aux sondages reçus en ligne.

<sup>1</sup> Ingénieur de projets, technologue en génie civil, inspecteur municipal, adjoint de planification.

<sup>2</sup> MAMROT.

<sup>3</sup> À noter qu'on ne saurait faire corroborer le nombre de participants avec les chiffres qui figurent dans cette section puisque que certaines entités municipales ont délégué plus d'un représentant.

## -COLLOQUE DE ROUYN-NORANDA (SUITE)-

### THÈMES GÉNÉRAUX :

- Les conditions nordiques est un sujet qui n'est pas abordé, sur lequel il y a un intérêt très important dans la région. Le type d'assistance inclut notamment :
  - Installation en région nordique;
  - Dénéigement et entretien hivernal (dégel d'entrée d'eau);
  - Gestion des eaux pluviales en milieu nordique;
- Établir le fardeau des municipalités quant aux exigences à répondre dans les diverses facettes de la gestion des infrastructures, principe de liste de contrôle (*checklist*) des travaux à réaliser, des formulaires à remplir, des études à réaliser. Il est également suggéré que cette liste face l'objet d'une formation dispensée aux directeurs généraux;
- L'éloignement de la région par rapport au CERIU engendre énormément de problématiques d'accès à la documentation et à la formation et même à des services spécialisés (inspection, étude spécifique);
- Les interventions des ministères face à la stratégie d'économie d'eau potable ne sont pas uniformes et cohérentes. Les multiples intervenants ont des positions différentes ce qui rend complexe le cheminement d'un dossier. Le manque de clareté dans la position du ministère et des écarts importants dans les directives énoncées accentuent la confusion;

### PETITES MUNICIPALITÉS :

- Il y a un intérêt à ce que le CERIU offre un service du type « Question à un expert » pour les petites municipalités qui n'ont pas de personnel technique à l'interne et qui sont en présence d'un faible nombre de consultant dans la région;
- L'expertise et la documentation développée par le CERIU est méconnue dans les petites municipalités. Les intervenants ont été étonnés d'apprendre tout ce qui a été fait et aimeraient que le CERIU soit plus présent aux congrès des associations municipales des élus et des directeurs généraux;
- L'accès aux formations de toutes sortes est très difficile. Il est suggéré que le CERIU procède à des formations sous la forme de webinaire, accessible à tous, sans déplacement, à la manière de celle diffusée par Réseau Environnement le 21 février dernier;
- Le nombre restreint de firmes en région occasionne des situations problématiques quant aux règles d'octroi de contrat. Il est demandé qu'un avis soit donné sur les cahiers d'appel d'offres – une firme qui développe le cahier ne peut pas soumissionner sur les travaux;
- Le besoin de connaître les réalisations des autres municipalités et d'avoir accès aux coordonnées des gestionnaires impliqués, aux documents d'appel d'offres, aux plans et devis a été énoncé;

### MOYENNES ET GRANDES MUNICIPALITÉS :

- Il a été demandé si le CERIU pouvait agir comme influenceur des règles d'octroi d'aide financière. Dans le cas d'un programme de nature « premier arrivé-premier servi », un besoin de régionalisation des sommes disponibles pour éviter la confrontation entre une ville comme Amos et Laval ou Montréal a été soulevé;
- Pour des offres de services qui n'incluent pas de services professionnels d'ingénieur, il serait pertinent que le CERIU développe des devis types pour faciliter le travail des gestionnaires;
- Il devient important de connaître la valeur des bâtiments que la municipalité gère et la portée de la responsabilité que ça engendre. Pour cette raison, les gestionnaires désirent comprendre les paramètres à considérer pour établir un plan d'intervention des actifs immobiliers a été énoncé;

#### 4.0 Résultats du sondage de satisfaction des participants au colloque de Rouyn-Noranda

TAUX DE RÉPONSE : 89%

FAITS SAILLANTS :

- ✓ Seulement 24% des répondants connaissaient le CERIU avant le colloque;
- ✓ Ceux-ci ont tous déjà consulté ou demandé des publications du CERIU;
- ✓ 18% des répondants ont déjà participé au congrès INFRA;
- ✓ Les volets de présentation du nouveau site Web et de consultation sur les besoins ont été les plus appréciés;
- ✓ Certains participants auraient apprécié un contenu plus adapté à la région.

*Partenaires de la Tournée régionale du CERIU 2013*

Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire  
Québec 

